Vol. 5, No. 23 • Du 21 au 27 Décembre 2011
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



MINUSTAH ACCUSÉE DE TORTURE!

Voir page 4

De gauche à droite : Joseph Gilbert, Joseph Abel et Bazile Amos. Voici le travail dans lequel la Minustah se spécialise chez nous en Haiti: la torture et la perversion



16 DÉCEMBRE 1990-16 DÉCEMBRE 2011: 21 ANNÉES DE LUTTE POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE

Voir page 4

Madame Mildred Trouillot Aristide présente à ce grand rassemblement, délivrant le message de circonstance devant une salle pleine à craquer



Dossier Jean Claude Duvalier : Des organisations appellent la justice à mettre fin à l'impunité.

page 7



Le cauchemar des « maisons de rêve »

Page 8



Honduras, danger immédiat !

Page 12



Corée du Nord : Mort de Kim Jong-Il

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Y a-t-il vraiment des partis politiques en Haiti?

Par Berthony Dupont

La dictature duvaliériste avait fait sans doute feu de tout bois pour chasser et assassiner en son temps les militants politiques ; mais il se trouve qu'il en restait assez pour que après le 7 février 1986, une pléiade de partis politique vînt à prendre naissance dans le pays. Toutefois à bien regarder leur mode de fonctionnement, on ne pouvait pas établir de trop grande différence entre eux.

Si un parti politique se doit d'être une association organisée, rassemblant des citoyens unis par une philosophie ou une idéologie commune, avec comme objectif la conquête et l'exercice du pouvoir en vue de réparer les torts, il n'en reste pas moins qu'il devrait être une force morale. Donc, ce doit être une organisation au service d'une idée, qu'elle soit de gauche ou de droite, progressiste ou réactionnaire. Dans tous les cas, le rôle essentiel des partis politiques est de participer à la dynamique de la vie politique. Un parti est semblable à une équipe de football, où chaque personne a un travail concret à faire et dans cette équipe chacun peut conserver sa personnalité, quitte à obéir à l'obligation de respecter la règle générale : agir ensemble. En fait un parti c'est vraiment une unité, non pas cette *Inité* mort née de la pensée frauduleuse de l'ex-président René Garcia Préval.

L'union ne fait pas toujours la force, puisque certains types d'union peuvent se révéler beaucoup plus dangereux lorsqu'ils se spécialisent et se noient dans les coups bas au lieu de songer à faire avancer la barque nationale. Ainsi, cette faiblesse à ne bien faire les choses est devenue le point fort des partis fonctionnant dans le pays, et c'est bien la réalité traditionnelle.

Ce sont, selon toute vraisemblance, des partis fonctionnant sans aucun principe, avec des opportunistes ne visant simplement et seulement que des actions électoralistes. En Haiti, la majorité des partis politiques pour ne pas dire tous sont de cet acabit. C'est dans ces perspectives qu'ils deviennent pour les puissances impérialistes de véritables outils de travail, des courroies de transmission pour faire passer aisément les stratégies nécessaires au maintien de la domination impériale.

Un exemple concret sur lequel nous étayer : les partis politiques en Haiti ne prennent jamais de position conjoncturelle, ne critiquent pas le régime en place. Est-ce la dictature duvaliériste qui leur a légué cette façon de faire ? Alors que par la critique, ils auraient incité le gouvernement à faire mieux.

Il reste vrai que pour remonter le moral du peuple, lui donner plus de courage, plus d'enthousiasme dans la lutte, il faudrait l'aider à comprendre la situation et c'est là que le parti doit intervenir pour prendre au moment opportun des positions pour clarifier les points d'ombre de la politique du pouvoir et en faire correction. Si les masses ne connaissent pas clairement la position de leurs dirigeants, cela risque d'apporter de l'eau au moulin de l'ennemi, créant par la suite des confusions catastrophiques. Comment peut on faire avancer une lutte quand les partis politiques se fichent de ce qui se passe dans le pays, attendant seulement l'annonce des élections, et c'est alors et alors seulement qu'on entend leur voix. Autrement, on ne saurait jamais s'ils étaient dans l'opposition ou s'ils faisaient corps avec le régime en place. Drôles de partis.

En Haiti, il devient honteux parfois de constater qu'aujourd'hui un compagnon de lutte peut tourner le dos à son parti pour que le surlendemain il revienne à ce moulin qu'il avait abandonné sans aucune autocritique, sans même un brin d'explication aux autres, comme si rien ne s'était passé.

En définitive, c'est ce manque de sérieux, d'honnêteté et de probité des dirigeants de partis qui engendre ce laisser-aller chez les gens et surtout chez les jeunes. Les partis politiques en Haiti ne représentent même pas une pièce pour le musée, vu qu'ils ne publient rien, n'informent de rien puisqu'ils n'ont aucun programme. Tout ce qu'ils réalisent se fait autour d'un slogan ou d'un coup bas donné quelque part.

La preuve est grande que nos partis, même les plus représentatifs, ne font pas leur travail de mobilisation et de conscientisation des masses ; c'est pourquoi la jeunesse ne se rend pas encore compte du danger que représente Jean-claude Duvalier dans le pays. Elle n'a pas été instruite suffisamment des méfaits commis par cette engeance perverse, parceque les partis se taisent, ne l'informent ni ne la forment. Ils ont le plus naturellement du monde, laissé mourir la mémoire. Qui pis est, la majorité de ces dirigeants de parti ont été de près ou de loin victimes de la dictature duvalieriste. Jean-Claude Duvalier circule alors que, aucun de ces partis politiques n'a pris une décision de principe contre le gouvernement en place pour le forcer à mettre in terme à l'impunité.

De nos jours, l'hygiène sociale a atteint les plus bas niveaux chez nous. Comment peut-on faire confiance à un parti qui n'arrive ni à préparer ses membres, ni à les soigner pour les protéger de l'escroquerie et de la corruption qui ont définitivement élu domicile dans nos moeurs.

Ce jeu des partis n'en vaut pas la chandelle ? En réalité, leurs attitudes truffées de perfidies et en attente pour la défense des intérêts monopolistes des classes dominantes, nous incitent à nous poser la question suivante : Y a-t-il vraiment de partis sérieux en Haiti ?

Aux Cayes, la fin d'un procès sans verdict

Par Jackson Rateau

Le 19 janvier 2010, 7 jours après la catastrophe meurtrière qui a saccagé Haiti, faisant 300 mille morts, une dizaine de prisonniers avaient tenté de fuir la prison civile des Cayes. Rattrapés par la police, ils ont été torturés et battus jusqu'à ce que mort s'en suive.

Les informations diffusées concernant ces crimes ont fait part de l'implication de 34 agents policiers de la PNH dans ces actes odieux. Sur les 34 policiers accusés d'être impliqués dans les crimes, seulement 13 ont été entendus par le juge, les 21 autres s'étant… évadés.

Le procès des 13 policiers inculpés qui a duré des mois, s'est achevé le mercredi 14 décembre dernier. Plusieurs jours après la fin du procès, le verdict qui devait être prononcé 72 heures après, demeure encore dans l'attente.

Selon Associated Press dans son édition du début de la semaine, Ezékiel Vaval, le juge en charge de ce brûlant dossier, qui dit avoir craint pour sa vie, est parti à New York pour… rédiger le texte du verdict. Etant sans nouvelle de ce juge Vaval, on ignore ce qui est advenu de lui. Le froid new yorkais lui rafraîchira les idées.

L'ex-Première Ministre Michèle Pierre Louis blanchie par la CSCCA

A la faveur d'une enquête conduite par la Cour Supérieure des Comptes et des Contentieux administratifs (CSCCA), le mercredi 14 décembre dernier, l'ancienne Première Ministre de Préval, Michèle Duvivier Pierre Louis, a annoncé sur Radio Kiskeya avoir reçu décharge de cette institution.

Madame Pierre Louis, soupçonnée de présumé détournement des 197 millions de dollars de Petrocaribe, était au cœur d'un grand scandale qui l'avait éclaboussée.

Elle a précisé avoir reçu de la CSCCA un certificat qui crédite à postériori son gouvernement d'une gestion saine des affaires du pays.

« J'ai fait mon expérience au gouvernement. Ce qui était important pour moi était de sortir la tête haute et je crois que j'y suis parvenue », a-t-elle déclaré.

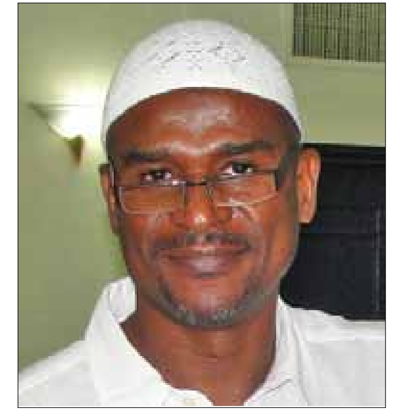

L'ancienne Première Ministre de Préval, Michèle Duvivier Pierre Louis,

Très joviale en apparence et réconfortée de l'issue de l'enquête de la CSCCA, madame Pierre Louis a fait savoir qu'elle attend le verdict de l'ULCC (Unité de Lutte Contre la Corruption) et celui de l'Inspection Générale du Ministère des Finances qui sans doute la blanchiront aussi, en attendant le blanchiment d'autres marionnettes du régime Préval. Qui dit que la Justice n'existe pas en Haïti ?

Le sénateur Jeanty préconise un nouveau CEP

Selon le sénateur des Nippes, Jean William Jeanty réfléchissant sur le processus électoral, un nouveau CEP se révèle nécessaire pour la tenue des prochaines élections sénatoriales partielles et municipales en Haiti.

L'élu a fait prévaloir l'importance d'un nouveau CEP dans l'arène politique en Haïti, mais, cette fois, le permanent, tel que prévu par la constitution de 1987, en son article 289.3.« La mission du Conseil électoral Provisoire prend fin dès la rentrée en fonction du président élu ». A quel président élu fait allusion le parlementaire ? Puisque la constitution a été votée en 1987, lors du règne de la junte présidée par le général Henry Nanphy.


Le sénateur des Nippes, Jean William Jeanty

Un réseau de piratage démantelé à Pétion-Ville

Le samedi 17 décembre dernier, dans la commune de Pétion-Ville, le CONATEL et la compagnie de téléphonie 'Voila', accompagnés des agents de la PNH, ont procédé au démantèlement d'un réseau de malfaiteurs. Ces derniers, se servant de la technique 'By Passing', s'adonnaient à pirater les réseaux de téléphone d'Etat et privé.

Lors de cette opération, les forces de l'ordre et les autorités de communication ont confisqué une génératrice, 5 antennes extérieures, 5 ordinateurs, 8 caméras de surveillance, 1 GPS et des appareils pouvant contenir 108 cartes SIM. Ces équipements accusent une valeur de 75 mille dollars US.

Selon Jean Louis Pierre, consultant juridique au CONATEL, comme conséquence de cet acte de piratage, l'Etat haïtien a enregistré une perte colossale d'un million de dollars US par mois, alors que les autres compagnies ont connu un déficit de 12 millions de dollars US. Et qui sont-ils ces malfrats ? L'enquête se poursuivra…

MINUSTAH accusée de torture sur 3 jeunes Haïtiens

Par Isabelle L. Papillon

Dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 décembre 2011, huit (8) soldats brésiliens des forces d'occupation de l'Organisation des Nations Unies, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) ont torturé mortellement trois (3) jeunes Haïtiens répondant au nom : Gilbert Joseph, âgé de 29 ans, Abel Joseph, 20 ans et Amos Bazil, 19 ans. La scène de torture et de bastonnade s'est déroulée entre les zones de Fort-Dimanche (Cité Soleil) et Titanyen, Route nationale #1

En effet, Gilbert Joseph est un chauffeur de camion-citerne qui venait d'effectuer une livraison d'eau dans localité de Fort-Dimanche. Brusquement, son camion immatriculé : ZA-08937 est tombé en panne et après de vaines manœuvres, il n'a pas pu arriver à le faire démarrer. Abel Joseph qui l'accompagnait et Amos Bazil, un ami de la vieille date, résidants de la zone lui conseillèrent d'enlever la batterie et la pompe. Il était environ huit (8) heures du soir, ils ont décidé de rester sur les lieux pour surveiller le camion en attendant qu'il soit jour pour faire venir un mécanicien.

Entre-temps, selon leurs dires, ils étaient en train d'ingurgiter un breuvage pour empêcher le sommeil. Il était environ 3 heures du matin quand des soldats des Nations Unies sont arrivés soudainement sur les lieux. Sans aucune forme d'interrogation, ils les ont mis face au mur et commencé à les rouer de coups de bottes. Les casques bleus de l'ONU ont volé plus de 4.500 gourdes, représentant le montant de trois (3) camions d'eau vendue à 1,500 gourde l'unité, le téléphone portable de Gilbert Joseph au numéro : 39350529. Ils ont également saisi le permis de conduire du chauffeur ainsi que les cartes d'identification nationale de deux d'entre eux. Ils les ont emmenés sur la cour de l'Institution Mixte Educative de la Saline, où ils ont été torturés à nouveau.

Selon les témoins de cette scène horrible de torture, le véhicule des Nations Unies-Minustah impliqué dans cette affaire est immatriculé UN-24775. Les victimes de la sauvagerie de la MINUSTAH ont appelé au secours, des gens, qui s'étaient réveillés ont affirmé aux soldats de l'ONU que ces trois (3) jeunes qu'ils étaient en train de tabasser sont des habitués de la zone, connus de tous. Offusqués de cette intervention de la population et dans le but de poursuivre la séance de bastonnade, les occupants de la MINUSTAH ont forcé les victimes à remonter dans leur véhicule et les ont emmenés à Titanyen où ils les ont torturés à coups de machette et ils les ont laissés pour mort.

Le lendemain, lors d'un point de presse au local du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), le mercredi 14 décembre, les victimes ont raconté toutes les péripéties douloureuses vécues durant cette nuit. Gilbert Joseph a abondé dans ce sens. « Il était environ 3 heures une du matin, lors que des soldats de la Minustah ont fait brusquement leur apparition, là où nous étions et ils nous ont intimé l'ordre de nous mettre face au mur. Nous ne faisions aucun geste, nous nous sommes soumis rapidement à cet ordre. Après ils nous ont dit de nous mettre par terre, ils nous ont piétinés ensuite ils nous ont mis les bras au dos, et nous ont poussé dans un véhicule et parcouru plusieurs endroits avec nous durant plus d'une heure de temps. Ils ont volé de l'argent, le téléphone, saisi mon permis de conduire et ma carte d'identité.

Quand nous sommes arrivés quelque part, ils nous ont fait descendre du véhicule, enlevé nos vêtements et nous ont jetés par terre. Ils nous ont frappés à coups de bottes, de machette. Regarde mon dos, chargé de blessures, je ne peux même pas m'asseoir. Lorsqu'ils se sont rendus compte que nous ne pouvions pas résister, ils nous ont regardés avec un flash pour voir si nous étions toujours vivants. Ils nous ont laissés pour mort dans un champ. »

Dans un rapport rendu public, le 16 décembre 2011, le RNDDH a rapporté : « A la tombée de la nuit et après maintes tentatives pour réparer le camion, ils se sont rendus compte qu'ils devaient laisser le véhicule sur place. Ils ont donc décidé de rester sur les lieux dans le but de sécuriser le camion ainsi que les matériels qui y étaient

attachés. Amos BAZILE, dont l'oncle est un client de Joseph GILBERT, les a rejoints vers 10 h00 du soir, pour passer la nuit avec eux. Il est âgé de dix-neuf (19) ans.

Il était aux environs de trois (3) heures du matin lorsque des agents du contingent brésilien de la MINUSTAH, lors d'une patrouille de routine, sont passés près du camion. Après l'avoir dépassé, la patrouille a arrêté son véhicule et les soldats sont revenus à pied à la hauteur des individus susmentionnés. Arrivés auprès d'eux, ces soldats ont procédé à leur arrestation sans aucune explication. Ils les ont forcés à vider leurs poches, ont saisi la somme de quatre mille cinq cents (4.500) gourdes représentant le montant de trois (3) camions d'eau livrée dans la journée et un téléphone portable au numéro 39350529 appartenant à Gilbert JOSEPH.

Les agents de la MINUSTAH ont aussi saisi le permis de Gilbert JOSEPH ainsi que les cartes d'indentification nationale des deux (2) compagnons de ce dernier avant de les emmener sur la cour de l'Institution Mixte Educative de La Saline, un établissement scolaire dont la cour est utilisée par les habitants de la zone pour faire sécher de l'argile. A coups de pieds et à coups de poings, Gilbert JOSEPH, Abel JOSEPH et Amos BAZILE ont été torturés sur la cour de l'Institution Mixte Educative de La Saline. Les victimes portent sur leur corps des marques visibles de violences physiques. Elles ont été battues à un point tel qu'elles ne peuvent pas s'asseoir. Photo d'une des victimes. Des témoins, ayant entendu les cris des victimes qui appelaient au secours, sont sortis sur la cour de l'institution susmentionnée et ont affirmé aux agents de la MINUSTAH que les trois (3) individus qu'ils étaient en train de battre



Les 3 jeunes victimes de la Minustah, de gauche à droite : Joseph Gilbert, Joseph Abel et Bazile Amos

à mort, sont des habitués de la zone, connus de tous. »

Les victimes portent sur leur corps, des marques de torture, des plaies béantes. Depuis plus de sept (7) ans, les soldats des Nations Unies présents en Haïti n'ont jamais cessé d'être impliqués dans des actes criminels, tels : vols, viols collectifs, violences physiques, exploitations sexuelles abusives, assassinats, pendaison, sodomisations, tortures, bastonnades, importation de l'épidémie mortelle de Choléra, violation systématique des droits de l'homme et le droit à l'autodétermination du peuple haïtien. Depuis lors, la population haïtienne ne cesse et ne peut pas continuer à panser les blessures, à compter des cadavres. Le Choléra introduit en Haïti en Octobre 2010 a déjà fait plus de 7 mille morts et plus de 700 mille infectés. Jusqu'à présent, aucune disposition n'a été prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour mettre fin à des actes criminels et des violations constantes des droits de l'homme en Haïti et d'enlever ses troupes d'Haïti.

A travers toutes formes de protestation, la population haïtienne s'est toujours soulevée contre la présence des forces d'occupation de l'ONU en Haïti. La population exige le départ inconditionnel des casques bleus de l'ONU du territoire national. Pendant des milliers de victimes du Choléra-Minustah réclament justice et réparation ; les soldats de la MINUSTAH continuent d'exercer des violences physiques sur des paisibles citoyens qui cherchent à gagner dignement leur vie. La torture est relevée au rang de crime contre l'humanité, donc, les soldats de l'ONU sont accusés de crimes contre l'humanité, de violation des droits de l'homme en Haïti. Alors que les Nations Unies sont venues de célébrer le 63e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, le 10 décembre dernier, autour du thème : « célébrons les droits de l'homme ». De plus, l'ONU se donne pour devoir de promouvoir le respect des droits de l'homme, combattre toutes formes de violations des droits de l'homme, sanctionner les crimes contre l'humanité. Alors, qui va juger les responsables de l'ONU accusés de crimes contre l'humanité et de violation des droits de l'homme en Haïti ?

16 Décembre 1990-16 Décembre 2011 : 21 années de lutte pour la paix et la démocratie

Par Yves Pierre-Louis

Le vendredi 16 décembre 2011, ramenait le 21e anniversaire de l'organisation de la première élection présidentielle libre et démocratique de toute l'histoire d'Haïti. Les élections du 16 décembre 1990, qui ont porté l'ancien prêtre catholique de Saint-Jean Bosco, Jean Bertrand Aristide à la première magistrature du pays, sont la résultante d'un ensemble de luttes menées par des opprimés en faveur de la justice sociale. Les acteurs du 16 décembre 90 s'étaient mobilisés autour de ces 3 idéaux : « Justice, Transparence et participation. » ; 21 années plus tard, le peuple haïtien revendique toujours la Justice et sa participation à la gestion politique du pays.

C'est dans cette perspective que l'organisation politique Fanmi Lavalas a célébré ce 16 décembre, à la Fondation Aristide pour la Démocratie, à Tabarre en présence de milliers de partisans. Le rassemblement du 16 décembre était une occasion pour les membres, partisans et sympathisants de l'organisation de réfléchir sur les acquis et les blocages de la lutte pacifique pour la démocratie et la paix sociale. C'était également une occasion pour donner le Coup d'envoi des coordinations départementales provisoires, dans la perspective de congrès départementaux qui devraient inéluctablement déboucher sur l'organisation du Congrès national.



Maryse Narcisse et Mildred Aristide

Madame Mildred Trouillot Aristide qui était présente à ce grand rassemblement, au cours de son message délivré devant une salle pleine à craquer a déclaré : « La Fondation Docteur Aristide existe pour défendre la paix et la démocratie. 16 décembre 1990 était l'œuvre de plusieurs compatriotes. Pour l'avancement de la démocratie, Haïti a besoin de tous ces compatriotes. C'est pour cette raison que Titid a écrit à la première page de la Constitution de Fanmi Lavalas : « un lavalassien est un patriote, un bon lavalassien est un bon patriote ». Lavalas c'est l'union fait la force » (applaudissement, vive Aristide).

La coordonnatrice du Comité Fanmi Lavalas, Maryse Narcisse, dans son message de circonstance, a salué la grande victoire démocratique et patriotique, le retour du docteur Jean Bertrand Aristide. Selon elle, docteur Titid était à la tête de la lutte historique qui a conduit le peuple haïtien au 16 décembre 90. « 16 décembre 90, c'est la victoire d'un peuple assoiffé de justice sociale, la victoire d'un peuple qui a mené une longue lutte. 16 décembre 90, pour la première fois de son existence, comme nation, le pays a connu les premières élections libres, honnêtes et démocratiques avec le président Aristide, qui a été élu par une écrasante majorité, comme président. 16 décembre 90 a apporté la lumière, l'espoir du changement de l'Etat, pour bâtir une autre société. C'était le jour de rêve d'une Haïti réveillée, devenue une réalité. 21 années après, 16 décembre 90-16 décembre 2011, où est passé ce rêve ? Qu'est devenue cette noble expérience qui a démarré avec le concours de tous les patriotes, dans toutes les couches sociales, qui a mobilisé le peuple pour lever un défi auquel la nation fait face depuis plus de 200 ans.

En plus de la misère, de la faim, de l'exclusion, de la pauvreté, le pays est arrivé à perdre ses droits à l'autodétermination, à une souveraineté chèrement acquis et qui s'estompe, en voie de disparition. 21 années dans des conditions extrêmement difficiles, ce n'est pas facile, car les forces qui ne croient pas aux droits de tous le Haïtiens de vivre comme des êtres humains, ne donnent pas de chance et elles continuent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le changement ne se produise pas. Mais, il y a toujours eu des victoires, qu'elles n'arrivent pas à nous ravir, et qui se ramènent au droit à la liberté d'expression, au droit à l'organisation, au droit de vote.

16 décembre 90-16 décembre 2011, 21 années écoulées, et nous nous sentons majeurs aujourd'hui. La bataille que nous menons, la victoire remportée, les erreurs que nous avons faites, les pertes en vie humaine sur le chemin, tout cela, ce sont des expériences qui vont nous servir pour mieux reprendre les grands idéaux de justice sociale, de transparence, de participation, de dignité et de souveraineté nationale que le mouvement 16 décembre revendique (applaudissements).

Fanmi Lavalas reste toujours un outil qui peut jouer le rôle de rassembleur pour dynamiser le mouvement Lavalas. Fanmi Lavalas peut jouer le rôle moteur, mais elle ne peut pas le faire seule. Les 21 années que nous avons aujourd'hui, c'est une occasion pour regarder ensemble, quelle stratégie devons-nous mettre en place pour construire un leadership afin de réveiller les idéaux du 16 décembre, qui restent toujours vivants et qui concernent notre avenir et l'avenir de tous les Haïtiens. Nous, tous les Haïtiens, patriotes, démocrates, partisans de la paix et de justice sociale, l'avons fait, pouvons le faire et pourrons le refaire. »

Maryse Narcisse a présenté également les dix (10) coordonnateurs provisoires départementaux qui faciliteront la préparation des Congrès régionaux devant déboucher sur le Congrès national de l'Organisation. Ces coordonnateurs ont fait la lecture de la déclaration finale de Fanmi Lavalas à l'occasion du

Suite à la page (18)

Qu'est-ce qui provoque la rareté de dollars sur le marché haïtien ?

Par Thomas Péralte

Depuis des semaines, les billets verts se font rares sur le marché financier haïtien. Les autorités monétaires ont tenté à maintes fois de donner des explications. Les clients des banques de la place ne pouvaient effectuer de retrait qui dépasse les 500 dollars. Les commerçants qui achètent à l'étranger avec la devise étasunienne se plaignent du fait qu'ils ne peuvent pas trouver sur le marché les dollars. Les cambistes commencent également à s'inquiéter.

Le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ou encore la Banque Centrale, Banque des banques qui contrôle et régularise la question de la monnaie a fait savoir que le problème de liquidité de dollars sur le marché provient du fait qu'il y a de très forts retraits de billets verts dans les banques et le marché parallèle consomme aussi beaucoup de dollars. Il a conseillé aux gens d'utiliser d'autres manières d'effectuer les transactions bancaires telles : Carte de crédit, virement bancaire, chèques de directions et autres. Il demande également aux responsables des banques et des maisons de transfert d'offrir un meilleur taux de change aux clients pour faciliter les transactions. Le dollar se change a 40,90 gourdes à l'achat et 41,50 à la vente.

Face au problème de rareté de dollars sur le marché, la commission de l'économie et de finance du Sénat de la République dirigée par le sénateur Jocelerme Privert a convoqué le ministre de l'économie et des Finances, André Georges Lemercier, accompagné du gouverneur de la Banque centrale, Charles Castel, le mardi 13 décembre dernier pour donner des explications sur cette question de rareté de dollars. D'autres questions étaient à l'ordre du jour, entre autres : le budget rectificatif 2011-212, le Fonds National d'Education, la création d'une banque de développement capable de canaliser les investissements dans le pays.



De gauche à droite, le sénateur Jocelerme Privert, le ministre de l'économie et des Finances, André Georges Lemercier et le gouverneur de la Banque centrale, Charles Castel

Après avoir scruté toutes les causes culturelles, structurelles et conjoncturelles qui provoquent la rareté de dollars sur le marché et évalué toutes les conséquences sur l'économie du pays, à la sortie de cette rencontre, quatre (4) dispositions ont été adoptées et annoncées par le président de la commission sénatoriale, Jocelerme Privert : « La première décision, nous avons dit que la mesure que le gouverneur a prise d'exiger que la loi soit respecté en matière de paiement des transferts venant de l'étranger en monnaie nationale, cette mesure doit se faire de façon graduelle pour permettre aux opérateurs qui agissent dans ce secteur, soit de se recycler ou qu'il y ait de nouvelles opportunités créées pour ces derniers. La deuxième mesure que nous avons envisagée est qu'il y ait des préoccupations de la part de certains sénateurs par rapport à certaines dépenses qu›ils imputent au Gouverneur de la Banque Centrale et qu'il y ait eu des demandes de documents pour les justifier. C'était beaucoup plus des préoccupations que des faits réels.

Le conseil d'administration de la BRH

Le Gouverneur a pris l›engagement de communiquer au parlement les documents qui justifient les dépenses de la Banque Centrale.

Le troisième engagement que les autorités monétaires et financières ont pris devant le sénat c›est qu›il y ait une loi qui fixe la limite des transactions en dollars dans le pays, et nous pensons que indépendamment de toutes les mesures prises, c›est la loi qui doit être respectée. Il n'y a aucune loi qui autorise la limite des retraits en cash à 500 dollars. La loi fixe à 10,000 dollars le maximum qu›une personne peut déposer en cash et le maximum qu›une personne peut retirer en cash va être instruit. La quatrième grande décision que nous avons prise, c›est que la Constitution indique que la gourde est la monnaie nationale. Elle exige que toutes les transactions qui sont faites dans le pays se fassent en monnaie nationale et nous demandons aux autorités politiques, à savoir le Ministre des Finances, le Ministre du Commerce, le Gouverneur de la Banque Centrale qu'ils rappellent à tout le monde dans le pays que l›école, les loyers, les transactions dans les Markets, magasins doivent être payées en gourde, et que le citoyen a le devoir de payer en monnaie nationale.»

Le plus gros problème que le pays confronte, c'est qu'on a toujours tendance à faire toutes les transactions financières en dollars alors que le pays ne produit presque rien pour en attirer. Malheureusement, les autorités du pays préférant la politique du marché libre, du laisser faire ; aucune disposition n'a été prise pour prévenir ce qui est en train de se passer. Depuis le début des années 80, l'application de la politique néolibérale en Haïti par le dictateur, Jean Claude Duvalier a violé la loi haïtienne qui disait : « cinq (5) gourdes sont égales à un (1) dollar. » qui pis est, depuis des années, les grandes transactions se font en dollar et l'Etat ne fait rien.

Notre devoir de lutter contre l'impunité!

Le Comité des Avocats pour le Respect des Libertés Individuelles (CARLI) exprime son indignation face au comportement scandaleux de certains décanats de faculté de droit (Jacmel, Gonaïves) et d'étudiants finissants en Droit, visant à réhabiliter l'ancien dictateur Jean Claude Duvalier en le choisissant comme « parrain de promotion » d'étudiants ayant bouclé des études en Droit.

Cet acte constitue, à bien des égards, un affront et un avilissement pour les milliers de compatriotes qui ont connu les atrocités du régime des Duvalier quand bon nombre d'entre eux attendent que justice leur soit rendue.

Comment des étudiants en Droit, des responsables de faculté de Droit ignorant les principes élémentaires en matière de Droits Humains veulent d'un seul élan institutionnaliser l'impunité à l'instar de nos dirigeants politiques?

Comment Jean Claude Duvalier peut-il aujourd'hui, au cours d'une cérémonie, demander d'accorder une minute de recueillement en mémoire des trois (3) jeunes tués (Mackenson Michel, Jean Robert Cius et Daniel Ismaël) en novembre 1985 aux Gonaïves alors que les auteurs de ce triple assassinat travaillaient à la solde de son régime dont il était responsable pénalement de tous les actes?

Le CARLI rappelle, qu'en matière de violation des Droits Humains, il n'y a pas de prescription. Les crimes contre l'humanité caractérisés par des cas de disparitions, de tortures, de viols, d'exécutions sommaires, constituent des crimes internationaux et sont imprescriptibles. Selon ce principe et suivant la théorie de William Bourdon dans son livre : ²La criminalité internationale², « si les crimes contre l'humanité ont été déclarés tels et si le temps écoulé n'interdit pas les poursuites, c'est parce que ces crimes atteignent l'humanité et que celle-ci est par définition permanente et intemporelle. Comment donc alors concevoir que des motifs de circonstances invoquées par un État ou un dirigeant puissent s'opposer à une poursuite que le temps n'efface pas. »

Toutes les violations des droits humains considérées comme des crimes contre l'humanité ou des crimes internationaux durant les quatre (4) dernières décennies en Haïti doivent être punies conformément au principe du Droit International Pénal et du Droit coutumier International car « Le passage du temps n'a pas vieilli le souvenir des conditions extrêmes cruautés qu'avaient connues les victimes. », selon l'analyse des criminologues modernes, particulièrement le grand juriste Antonio Cassece.

Le CARLI encourage les autorités politiques au plus haut niveau et tous les autres secteurs de la vie nationale à travailler pour le triomphe de la justice, axée sur le respect des droits humains, condition indispensable à l'établissement d'un véritable État de Droit en Haïti.

____

Renan Hédouville, Av
Secrétaire Général
Tél. : 3715-8789 / 3551-5151
Email : carlihotline@yahoo.fr

Port-au-Prince le 19 décembre 2011

DÉCÈS



Haiti Liberté vous fait part de la mort de Leslie Antoine, bien connu sous le nom de Yéyé, survenue le samedi 10 décembre en cours à Kings County Hospital après une longue maladie courageusement supportée.

La veillée funèbre a eu lieu le mardi 12 décembre à Guarino Funeral Home où se sont rencontrés de 4hres à 9hres pm les membres de sa famille, des parents et amis qui ont salué son départ.

Les funérailles ont été chantées à l'Eglise Holy Family à Flatlands, coin Rockaway le mercredi 14 décembre 2011.

Condoléances à tous ceux affectés par cette grande perte.

Pour information, contactez sa soeur Ninon Voigt au 718-778-0340

Yon sèl randevou: randevou bò tab la

Jodia a nou rasanble nan okasyon 16 desanm. N ap leve pou n salye yon kokenn viktwa demokratik ak patriyotik, ki se retou Doktè Titid pami nou, Doktè Aristide ke listwa te mete nan tèt viktwa 16 desanm nan.

M ap salye nou tou nan non lòt manm Komite Ekzekitif .

16 desanm 90, viktwa yon pèp ki swaf jistis sosyal, viktwa yon pèp ki mennen yon konba kont esklisyon pandan lontan

16 desanm 90, pou premye fwa nan egzistans li kòm nasyon, peyi a konnen premye eleksyon lib, onèt ak demokratik.

16 desanm 90 se jou limyè, lespwa chanje Leta a pou bati yon lòt sosyete

Se jou rèv yon Ayiti doubout te vle tounen reyalite.

16 desanm 90-16 desanm 2011

21 lane aprè kote rèv sa a pase?

Kote bèl esperyans ki te demare ak konkou tout patriyot nan tout kouch sosyal ki te mobilize ak pèp la pou leve defi ki te kanpe devan nasyon an depi 200 zan ? Bèl esperyans sa a rete nan pasay.

Anplis mizè, grangou, chomaj, esklizyon, malsite, peyi a rive pèdi dwa gwan moun li nèt ale.

21 lane ki pa t fasil paske fòs ki pa te kwè nan dwa tout ayisyen pou yo viv tankou moun, yo pat bay legen e yo fè tout sa yo te kapab pou chanjman an pa t reyisi fèt.

Men gen yen de viktwa yo pa t rive rache nan men nou tankou dwa pou lapawòl, dwa pou nou òganize n, dwa pou nou vote.

16 desanm 90-16 desanm 2011



Dr Maryse Narcisse Coordonatrice Comite Executif Fanmi Lavalas

21 lane : nou majè jodi-a

Batay nou mennen, viktwa nou ranpote, erè ke nou fè, moun nou pèdi sou chimen, tout sa se eksperyans kap sèvi nou pou nou reprann pi byen gran ideyal Jistis sosyal, Transparans, Patisipasyon, Diyite ak Souverènte nasyonal ke mouvman 16 desanm lan te charye.

Fanmi Lavalas rete yon zouti ki ka jwe wol rasanblè pou dynamize mouvman Lavalas la.

Fanmi Lavalas ka jwe wol motè men li pa ka fè l pou kòl

21 lane nou gen jodi a, se okasyon pou nou wè ki jan nou ka ansanm konstwi lidèship sa pou nou reveye ideyal 16 desanm lan ki vivan e ki konsène lavi ak lavni tout ayisyen

Nou tout Aysyen patriyot, demokrat, patizan lapè ak jistis sosyal, nou te fèl, nou ka fè l,

Nou ka fè l ansanm
Yon sèl nou fèb,
Ansanm nou fò,
Ansanm, ansanm nou se Lavalas

Deklarasyon Fanmi Lavalas nan okazyon 16 desanm 2011

Nou menm manm FANMI LAVALAS ki sòti toupatou, n ap bay tout manm Fanmi Lavalas atravè tout peyi a yon gwo kout chapo solidarite.

Kòm se nou menm ki se pi gwo òganizasyon nan peyi a, n ap mande delegasyon ki la, mete men nou ansanm pou nou salye tout moun nou reprezante yo ak yon gwo aplodisman.

Nou pa bliye tout viktim Fanmi an ki soufri anpil e tout lòt ki pèdi lavi yo sou wout demokrasi a. Jan Reprezantan Nasyonal la, Doktè Jean-Bertrand Aristide konn di l, soufrans youn nan nou, se soufrans nou tout.

Se ak konviksyon sa a Fanmi Lavalas mande tout manm li yo ki kontinye ap soufri, pran kouraj, kenbe fèm paske Fanmi Lavalas la pi rèd

Nou pwofite remèsye tout sitwayen ayisyen ki senpatize ak kòz demokrasi a e ki kore travay ki ap fèt pou demokrasi donnen nan peyi Dayiti.

Kit se zanmi Fanmi a ki avèk nou maten an, kit se anpil lòt ki nan peyi a ou aletranje, Fanmi Lavalas remèsye yo pandan lap renouvle angajman l pou li travay pou tout ayisyen sans distenksyon.

Se pou sa menm Reprezantan Nasyonal la toujou di : Pwoblèm la se esklisyon, Solisyon an se enklisyon.

An nou fè youn pou nou repete verite sa byen fò paske se la wout delivrans la chita : Pwoblèm la se eksklisyon, Solisyon an se enklisyon.

Nan lespwi sa a Fanmi Lavalas rasanble jodi a menm, jou 16 desanm 2011 la pou nou leve drapo 16 desanm 90 pi wo.

Nou renouvle angajman nou jan Atik 5 Manman lwa Fanmi Lavalas di l pou nou tabli yon politik ki ap bon pou tout sosyete a. Grangou pa bon pou sosyete a. Mizè pa bon pou sosyete a. Maladi, Kolera, Dwog, Chomaj, Enjistis, Ensekirite, Kidnapin, tout sa se kansè kap fini ak sosyete a.

16 Desanm 1990 : LAVALAS te komanse travay pou sosyete a chanje. Jodi a 16 desanm 2011, FANMI LAVALAS sèmante pou l kontinye bèl travay sa a pou pitit nou ak pititpitit nou jwenn yon lòt Ayiti, ki donk yon AYITI SAN ESKLIZYON.

Pou n fini :

Nou renouvle angajman nou pou nal òganize kongrè depatmantal ki pou debouche sou kongrè nasyonal.

FANMI LAVALAS deklare tou li pare pou li al patisipe nan eleksyon lib sòti nan teritoryal rive nan renouvèlman 1/3 Sena.

Wè pa wè depi gen yen yon eleksyon lib, nap ranpòte laviktwa lavalasman.

Yon sèl nou fèb
Ansanm nou fò
Ansanm, ansanm nou se Lavalas.

FANMI LAVALAS

Sòlda Minustah yo maspinen 3 pitit pèp ayisyen an!

Joseph Gilbert, chofè yon kamyon k ap distribye dlo nan Pòtoprens, kapital peyi Dayiti, Abel Joseph, ki se yon travayè ki te akonpanye chofè a, nan travay li, e Armos Bazil, yon jèn gason nan katye Lasalin, ki t ap ede 2 mesye sa yo siveye machin yo ki te anpàn, nan zòn nan, nan lannwit madi 13 pou louvri mèkredi 14 desanm 2011 lan yo te viktim zak maspinay, lenchaj plizyè sòlda brezilyen. Li te bò 3 zè di maten konsa, lè plizyè sòlda brezilyen ki kantone nan Fòs okipasyon Loni an, Minustah, nan peyi Dayiti, te debake sou jèn gason sa yo, fè yo kouche atè a, pilonnen yo ak bòt yo, mete yo nan machin yo al lage yo nan lokalite Meyè, nan zòn Titanyen sou wout nasyonal #1 an, ki chita nan zòn Nò kapital la.

Lè yo te rive Titanyen ak 3 jenn gason sa yo, sòlda brezilyen yo te maspinen yo ak kout pla manchèt, monte sou yo ak tout bòt nan pye yo, tòtire yo, retire rad sou yo, limen yon dife bò tèt yo epi kite yo nan zòn nan kòm moun ki mouri. Se lè li te vin jou nan mèkredi maten, jenn gason yo te vin dekouvri kote yo ye a. Nan mèkredi maten 14 desanm nan, 3 jenn gason sa yo te rele medya yo, pou yo te rakonte peripesi ak kalamite yo te pase anba men sòlda Loni yo nan peyi a.

Nimewo plak machin sòlda brezilyen yo nan MINUSTAH se UN-24775 e se 8 sòlda brezilyen ki te komèt zak kriminèl sa. Daprè deklarasyon Inivèsèl Dwa Moun Tòti se yon krim kont limanit. Donk Minustah komèt krim kont limanite sou pèp ayisyen an. Non pa m se Joseph Gilbert, se menm menm ki chofèò machin nan, nou t al bay yon dlo vè 8 tè di swa, pandan nou fin bay dlo a, m prale ak machin nan, m wè machin lan ap bay yon bwi, nan diferansyèl la, epi m rale bak retounen mete l bò kote moun mwen t al bay dlo a. Epi aprèsa nèg yo di m wete batri a, wete ponp lan, nou te nan zòn Fòdimanch, zòn estasyon Gonayiv la, n ap rete siveye machin lan, nou achte ti towo nou n ap bwè. Li te vè 3 zè yon minit konsa nan maten, se gade n gade n wè yon ekip Minustah ki parèt sou nou epi yo di, fas omi e nou pa t fè tèt rèd, nou mete fas nou nan miray la. Aprèsa yo di nou kouche, lè nou kouche, yo mache ak bòt yo sou nou, lè yo fin pilonnen nou kont yo, yo mete nou 2 bra dèyè, yo pa t mete minòt nan bra nou, epi yo pran nou, yo mete nou nan machin yo, yo pati avèk nou.

Yo fè plis pase 1 nèdtan ap kouri machin ak nou, pandan lannwit lan, lè yo rive ak nou nan yon raje, yo mete nou atè, yo wete rad sou nou, gade do nou, do nou chaje ak kout manchèt, se ak manchèt sèlman Minustah yo bat nou, monte sou nou, kraze nou ak kout plan manchèt. Lè yo wè nou pa ka sipòte ankò yo pran flash y ap klere je nou, pou yo wè si nou mouri, men nou pa vire kò nou. Yo te plizyè, se ajan brezilyen yo ye, paske yo te gen ensiy drapo Brezil la sou yo.

E aprè se lè yo fin bat nou byen bat, yo panse nou mouri, yo vire yo kite nou nan raje a. Nou te gen 2 telefòn, yo pran tou 2, yo pran kle machin nan. Yo te nan yon bout Jeep ki genyen dèyè louvri, nou pa t ka idantifye konbyen tan yo fè ap bat nou, yo pran tout kòb ki te sou nou, mwen te vann 6 kamyon pou jounen an, 6 kamyon a 1,500 goud, menm rad ki te sou nou yo pran.







Joseph Gilbert, chofè yon kamyon k ap distribye dlo nan Pòtoprens, Abel Joseph, ki se yon travayè ki te akonpanye chofè a, nan travay li, e Armos Bazil, yon jèn gason nan katye Lasalin

Lè li jou, nou wè se sou wout Mèje, wout ki mennen Titanyen an, nou avanse bò kote kèk kay, nou pran fèy bannann sa yo, nou bare devan nou, pou n te ka avanse sou moun yo, lè moun yo vini, nou eksplike yo, yo gade yo wè kijan nou te kwaze, yo ban nou ti bout chòt sa yo pou n mete sou nou. Nou mande jistis ak reparasyon. Joseph Abel, yo frape tèt mwen ak kout zam yo, lè y ap bat nou, se kòmsi se blag y ap bay, y ap griyen dan yo, y ap fè yon seri de jès. Bazil Amos, Se yon jenn gason nan zòn nan ki t ap bay chofè a kout men epi rete avèk yo pou tann li jou, pou yo te rele yon mekanisyen pou vin repare machin nan. Li te ankouraje 2 mesye yo achte towo pou yo bwè, pou dòmi pa nan je yo pandan nwit lan. Minustah yo wete rad sou nou, fè nou kouche atè epi limen yon gwo flanm dife bò tèt nou nan rak bwa a, nan zòn Mèje sou wout nasyonal #1. Li te fènwa nou pa t gentan wè plak machin nan.

Zak kriminèl sa yo se yon prèv anplis, ki montre trèklè, sòlda Loni yo nan Minustah, se krim kont limanite, vyolasyon dwa moun yo vin komèt nan peyi Dayiti. Enpòtasyon epidemi Kolera ki déjà touye plis pase 7 mil Ayisyen, ki kontamine plis pase 600 mil, pandezon yon adolesan, Geraald Jean Gilles, nan vil Kap-Ayisyen, kò asasinay sou 3 manm yon sèl fanmi nan Site Solèy, kadejak sou jenn gason nan Pò-Sali. Johny Jean, Tòti, maspinay, lenchaj sou 3 jenn gason nan Pòtoprens elatriye.

Tout zak sa yo, se krim kont limanite Minustah ap komèt nan peyi Dayiti sou yon popilasyon ki pa nan lagè ak lòt peyi, ki nan mizè, chomaj, grangou, malsite, povrete. N ap raple, Titanyen, se yon zòn yo abiye al lage moun sou rejim diktati Duvalier ak lame kriminèl li a te konn touye. Se menm zòn sa a, okipasyon kriminèl Loni an chwazi pou l al lage Ayisyen yo fin touye ak kadav yo. Li klè pou tout Ayisyen, Minustah pa vin mete lapè nan peyi a, se dwa moun li vin vyole, se krim kont limanite li vin komèt.

Dossier Jean Claude Duvalier : Des organisations appellent la justice à mettre fin à l'impunité

Par Isabelle L. Papillon

Dans le cadre d'un plaidoyer pour exiger un jugement équitable de l'ex-dictateur, Jean Claude Duvalier, de retour dans le pays depuis 11 mois, deux organisations ont pris naissance : Kolektif Sitwayen pou jije Duvalier et le Collectif Contre l'Impunité. Elles ont toutes plaidé en faveur d'un jugement de Jean Claude Duvalier pour détournement des fonds publics et de crimes contre l'humanité, commis dans les années de 1971 à 1986. Depuis les 11 mois qui ont succédé au retour de Jean Claude Duvalier, des centaines de victimes ont déjà porté plaintes par devant les instances compétentes de la justice haïtienne. Le procès tarde toujours à démarrer. La procédure est très longue. Les milliers de victimes sont inquiètes des manœuvres dilatoires de l'appareil judiciaire. Elles se sont constituées en une organisation afin d'obtenir justice et réparation. D'où la naissance du Kolektif Sitwayen pou jije Duvalier (KOSIJID).

A l'occasion du 63e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, le 10 décembre dernier, ces organisations ont élevé leur voix pour demander à l'Etat haïtien et à la justice haïtienne de respecter les prescrits de la loi haïtienne et du droit international et la mise branle du procès de Jean Claude Duvalier, pour lequel les infractions sont bel et bien qualifiées.

Lors d'une conférence de presse du mardi 13 décembre écoulé, le coordonnateur du KOSIJID, Raymond Davius a indiqué à la presse : « La présence de Jean Claude Duvalier en Haïti sans un véritable procès est une menace pour la démocratie naissante et l'établissement d'un Etat de droit. Jean Claude Duvalier symbolise le règne de l'impunité totale. Il est un défi pour la Déclaration Universelle des Droits de l'homme (DUDH). C'est un cauchemar pour des milliers de victimes qui font toujours de beaux rêves d'avoir justice un jour. »

Dans une note de presse publiée en la circonstance, le Collectif contre l'impunité, à travers Danièle Magloire a fait savoir : « En étant, en 1945, parmi les 19 pays signataires de la charte de Nuremberg établissant le tribunal pour juger les crimes du nazisme, nous avons à nouveau attesté de notre appartenance à l'humanité. En 1946, en étant membre fondateur des Nations Unies, nous avons contribué à codifier de manière irrévocable les droits humains. En 1986, en mettant fin à la féroce dictature des Duvalier, nous avons réitéré notre volonté de construire un État de droit démocratique, donc soucieux du respect de l'intégrité des personnes. Haïti a donc toute légitimité pour poser la question des crimes contre l'humanité. »

Le Collectif a conclu cette note en ce sens : « Ce Collectif s'est lancé dans ce combat spécifique contre l'impunité et le révisionnisme. D'autres voix, d'ici et d'ailleurs, se sont solidairement mêlées à la nôtre. Ainsi, avec le concours de juristes internationaux, il a été élaboré un Amicus, c'est-à-dire un commentaire juridique destiné à aider les autorités judiciaires. Le document indique comment le cas de Jean-Claude Duvalier peut être traité et en quoi les allégations concernant le caractère soit disant illégal d'une inculpation de l'ex dictateur ne sont pas fondées, tant au regard de la législation haïtienne que du droit international obligeant Haïti. L'Amicus, démontre que :

- le droit international s'applique en Haïti ;
- il n'y a pas de prescription, ni d'amnistie pour les crimes contre l'humanité ;
- des crimes contre l'humanité ont été allégués sous le gouvernement de Jean-Claude Duvalier ;
- des crimes dans le droit haïtien en vigueur peuvent constituer des crimes contre l'humanité ;
- Jean-Claude Duvalier est responsable des actes délictueux commis par l'État haïtien ; et
- Jean-Claude Duvalier peut être poursuivi.

Le contexte national continue cependant à provoquer de graves inquiétudes et porte notamment à s'interroger sur la volonté politique de l'État à tout mettre en œuvre pour que la justice puisse effectivement suivre son cours. Réclamer que Jean-Claude Duvalier rende compte des actes de ses 15 ans de pouvoir sans partage, est une exigence éthique. »

Alors qu'il devrait être en résidence surveillée sur l'ordre du juge d'instruction, Jean-Claude Duvalier était aux Gonaïves le vendredi 16 décembre 2011 pour parrainer la promotion sortante de 2011 de l'Ecole de droit et des Sciences économiques. Inculpé de détournement des fonds publics, Jean Claude Duvalier a été appelé pour être parrain des gradués à l'université. Quel exemple pour les jeunes de ce pays ?

Le Comité des Avocats pour le Respect des Libertés Individuelles (CARLI), dans une note de protestation intitulée : « Notre devoir de lutter contre


Jean Claude Duvalier

l'impunité » publiée le mardi 19 décembre 2011, a exprimé son indignation, face au comportement scandaleux du décanat de la faculté de droit des Gonaïves et d'étudiants finissant en Droit, visant à réhabiliter l'ancien dictateur, Jean Claude Duvalier en le choisissant comme parrain de promotion sortante de ladite faculté. « Cet acte constitue, à bien des égards, un affront et un avilissement pour les milliers de compatriotes qui ont connu les atrocités du régime des Duvalier et bon nombre d'entre eux attendent que justice leur soit rendue. Comment des étudiants en Droit, des responsables de la faculté de Droit ignorent les principes élémentaires en matière des Droits Humains jusqu'à vouloir du même coup, institutionnaliser l'impunité à l'instar de nos dirigeants politiques ?

Comment Jean Claude Duvalier peut-il aujourd'hui au cours d'une cérémonie demander d'accorder une minute de recueillement en mémoire des trois (3) jeunes tués (Mackenson Michel, Jean Robert Cius et Daniel Israël) en novembre 1985 aux Gonaïves alors que les auteurs de ce triple assassinat travaillaient à la solde de son régime qu'en conséquence il était responsable pénalement ? »

Le Secrétaire général du CARLI, Renan Hédouville a fait savoir qu'en matière de violation des Droits Humains, il n'y a pas de prescription. Les infractions reprochées à Jean Claude Duvalier, telles : disparitions, meurtres, assassinats, tortures, viols exécutions sommaires et autres sont qualifiées de crimes contre l'humanité, par conséquent, elles sont prescriptibles. Pour soutenir sa thèse, il a évoqué la théorie de l'écrivain William Bourdon qui a écrit dans son livre titré : « La criminalité internationale » Si les crimes contre l'humanité ont été déclarés tels et si le temps écoulé n'interdit pas les poursuites, c'est parce que ces crimes atteignent l'humanité et que celle-ci est par définition permanente et intemporelle. Comment donc alors concevoir que des motifs de circonstances évoquées par un Etat ou un dirigeant puissent s'opposer à la poursuite que le temps n'efface pas. »

Certains disent que le jugement de l'ex-tyran d'Haïti, Jean Claude Duvalier va mettre fin au débat sur l'impunité dont il jouissait depuis son retour. L'impunité est contraire à l'Etat de droit. Après 21 années, la justice française vient de juger puis condamner l'ex-président français, Jacques Chirac, 79 ans à deux ans de prison, pour des détournements de fonds publics, commis dans les années 1990, alors qu'il était maire de Paris. De même que la justice française, la justice haïtienne doit mettre les bouchées doubles pour que justice soit rendue à des milliers de victimes et pour qu'on mette fin à l'impunité.

4e Sommet CARICOM-Cuba : Renforcement des liens de Coopération et de Solidarité des Etats Caraïbéens

Par Isabelle L. Papillon

Le jeudi 8 Décembre 2011, s'est tenu à Port d'Espagne, Trinité et Tobago, le 4e Sommet CARICOM-Cuba, réuni chaque 3 ans, à l'occasion du 39e anniversaire d'établissement des relations

Suite à la page (18)


À l'occasion du 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Cuba et les pays de la Caraïbe, l'ambassadeur Cubain en Haïti, Ricardo Gonzales Nàpoles avait organisé une rencontre en sa résidence à Pétion-ville avec des amis de Cuba

Ces salauds qui lancent des pièces de monnaie de leurs voitures

Par Elsie Haas

Le retour des traditions de fin d'année et de nouvel an des années 70 -80. Le 2 janvier 2012 le président et son épouse vont distribuer 60 millions de gourdes dans les rues de Port-au-Prince. Les partisans de Michel Martelly vont-ils crier à vie.

Ces gens-là, représentent le plus gros danger pour Haïti. Je l'ai déjà dit et répété moult fois. Un pays qu'ils n'ont de cesse d'avilir par leurs actions indignes. Ils représentent la lie de la société haïtienne.

Vous imaginez ! Distribuer de l'argent dans les rues de Port-au-Prince ! Faire les gens se disputer pour les pièces ou les billets tombés par terre, montrer ces images de bagarre dans toutes les télévisions du monde qui vont se précipiter pour radoter sur la sauvagerie du peuple haïtien et non pas sur celle des élites militaro/macouto/duvaliéristes qui sont une vraie infamie et qui, à cause même de cette infamie, sont protégés parce que pour l›international à partir du moment qu»un fils de pute est son fils de pute», il n›y a pas de problèmes.

Tout ce que Haïti peut produire de plus laid, de plus infecte est concentré dans ces gens-là.

Sans exagération aucune. Comme eux-mêmes le revendiquent, ils sont «san manman» et cyniques. Ils auraient dû, en 1986, être jugés et écoper de la prison à vie pour crimes contre l'humanité, vol du trésor national, trafic de drogue, etc. comme Noriega du Panama.

Leur malfaisance, qu›ils exercent à partir de leurs nombreux réseaux, aussi bien dans les bidonvilles, dans la paysannerie, que chez la grande bourgeoisie, aurait été stoppée et ne se serait pas répandue à travers tout le pays comme une coulée de déjections.

Ainsi, nous aurions évité au pays les malheurs qui se sont succédés à partir de 1986 :les coups d›Etat, les meurtres, les massacres, les kidnappings organisés, financés par cette engeance dans le but de déstabiliser le pays et de préparer leur retour.

Et, aujourd›hui, le pays ne serait pas occupé par cette mafia locale et internationale d›affairistes sans scrupules, dits «bandits légaux».

Le peuple haïtien, chaque Haïtien, doit considérer ces gens-là comme des ennemis de la nation, de dangereux terroristes dont la mission est la prédation du pays. Pas besoin d›essayer de se battre comme lors de l›occupation américaine, le combat est par trop inégal, ces gens-là sont armés de machines-gun dans les hauts quartiers, au dessus de Port-au-Prince ajouté à toutes les armes qu›ils font circuler entre la RD, la Jamaïque et Haïti.

Pas la peine d›aller s›exposer au carnage. Chaque Haïtien, se doit de résister avec ses propres moyens, pacifiques, silencieux et efficaces à la restauration du terrorisme militarao/macouto/duvaliériste sur le territoire national. C›est un devoir. Peuple haïtien, «Résister, c›est créer, créer c›est résister».

Annaïse et Manuel de «Gouverneurs de la Rosée» de notre cher Jacques Roumain, sont tes modèles.

18 décembre 2011

Sur l'armée !

Dans l'article qui suit, le journal partage sans doute les points de vue, corrects, de l'auteur sur le rôle néfaste de l'ancienne Armée d'Haïti, et comprend que «L'on ne voit pas très bien à quoi pourrait servir une nouvelle armée, sinon à renforcer le pouvoir de ses créateurs», une armée au service de Martelly qui «chercherait à créer son propre instrument de pouvoir, ou plutôt l'instrument de son éventuelle dictature». Par contre, la direction n'entérine certainement pas l'assertion que le président Aristide «dut pour ce faire [revenir d'exil] accepter une intervention militaire américaine et l'occupation du pays. Disons-le carrément, il n'avait pas le choix. C'était cela ou la continuation du massacre de notre peuple».

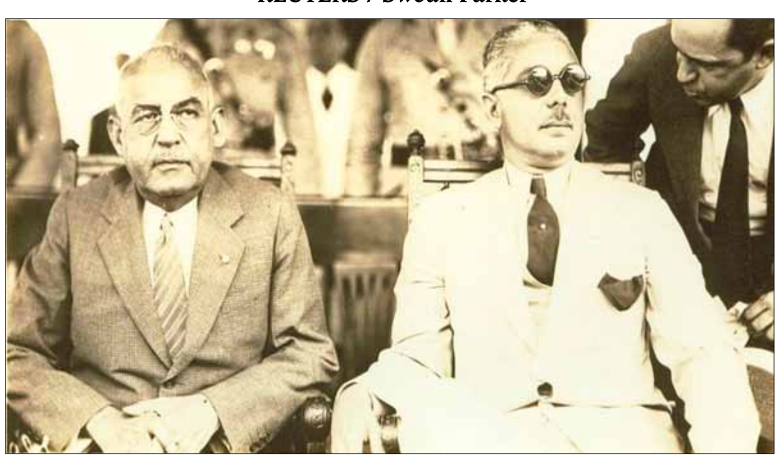
Oui, il avait d'autres choix

****

Par André Charlier



31 Octobre 2011, des soldats des Forces armées d'Haïti (FAd'H) s'entraînant à Port-au-Prince. Le Président Martelly prévoit de rétablir officiellement les forces armées du pays, qui ont été dissoutes en 1995. REUTERS / Swoan Parker



Lorsque le dictateur dominicain Rafael Leonidas Trujillo, (à droite) en octobre 1937, fit massacrer plus de 20 000 compatriotes, la soi-disant Armée ne réagit pas, et le dictateur haïtien de l'époque, Sténio Vincent, (à gauche) put en toute quiétude vendre les cadavres de nos victimes au prix d'un cochon par tête

L'armée que le président Aristide a dissoute en 1995 n'avait rien de commun avec l'Armée Indigène qui fit l'Indépendance. Cette dernière était une force de libération nationale, émanation du peuple révolté, qui combattait pour empêcher le retour de l'esclavage et chasser du pays les colons français. L'armée dissoute en 1995 avait été créée par les US Marines pendant la première occupation américaine (1915-1934) pour tuer les Cacos. Elle n'avait donc, dès sa naissance, rien de national. C'était une force d'occupation indigène au service de l'étranger.

D'abord appelée Gendarmerie d'Haïti, ce qui montre bien que c'était au départ une police militaire, une *constabulary*, comme disaient les Américains, cette force devint ensuite la Garde d'Haïti, puis l'Armée d'Haïti, et enfin les Forces Armées d'Haïti. Bien que son nom ait changé, sa nature ne changea pas : une force de répression interne destinée au maintien du statut semi-colonial de notre pays.

Lorsque le dictateur dominicain Rafael Leonidas Trujillo, en octobre 1937, fit massacrer plus de 20 000 compatriotes, la soi-disant Armée ne réagit pas, et le dictateur haïtien de l'époque, Sténio Vincent, put en toute quiétude vendre les cadavres de nos victimes au prix d'un cochon par tête. Il y eut bien le complot Pérard, conspiration d'officiers patriotes que l'acte sanguinaire de Trujillo avait révoltés, mais il fut durement réprimé et l'armée en tant qu'institution, comme le gouvernement, ne fit rien. Ce qui montre bien que cette armée ne se souciait pas le moins du monde de défendre le pays, ce qui pourtant était censé être sa tâche principale.

Chaque pays a ses traditions, bonnes ou mauvaises. Haïti ne fait pas exception. Notre principale tradition, au niveau de l'exercice du pouvoir, est *le despotisme militaire* et son corollaire, *le coup d'état.* De 1804 à 1915, on peut compter sur les doigts d'une main les chefs d'état haïtiens qui ont pu achever leur mandat sans être renversés par la force. L'insurrection violente pour chasser du pouvoir un président qui avait cessé de plaire était la règle et non pas l'exception. Après la fin de la première occupation, l'armée néocoloniale renoua vite avec cette tradition : en décembre 1950, le colonel Paul Eugène Magloire, chef de l'armée, chassa du pouvoir le populaire président Dumarsais Estimé, l'un de nos meilleurs chefs d'état. La dictature de Magloire dura six ans, pendant lesquels l'armée ne fit que faire la fête, courir les filles et réprimer la population.

Magloire fut renversé fin 1956. Après une violente période d'instabilité qui dura près d'un an, et au cours de laquelle elle perpétra au moins un massacre d'importance, l'armée mit au pouvoir François Duvalier, qu'elle tenait comme la plupart des gens pour un imbécile et le parfait *sousou.*

Mal lui en prit. Duvalier, qui sous des dehors médiocres, cachait une intelligence politique de premier ordre, la mit au pas par la création des macoutes et une répression impitoyable. L'armée en sortit affaiblie et macoutisée, ainsi d'ailleurs que toutes les institutions du pays. Jean-Claude Duvalier, qui hérita en 1971 du pouvoir paternel, ne fit que gérer – mal – l'édifice bâti par Papa Doc.

Une insurrection populaire où le rôle des *Ti Legliz* fut déterminant chassa Jean-Claude le 7 février 1986. L'armée en profita pour reprendre le pouvoir et réprimer dans le sang le mouvement démocratique qui avait pris naissance sous la dictature. Après une lutte héroïque, émaillée de nombreuses péripéties, l'on arriva aux premières élections démocratiques de décembre 1990, qui portèrent au pouvoir Jean-Bertrand Aristide, *Titid,* l'idole des masses populaires.

L'armée ne se résigna pas à sa défaite. Le 30 septembre 1991, un coup d'état militaire chassa Titid du pouvoir. Une nouvelle étape de la lutte pour la démocratie commença. L'armée s'efforça de noyer dans le sang le mouvement démocratique et anti-dictatorial, mais celui-ci refusa d'abandonner la lutte, soutenu en cela par les démocrates de tous les pays.

Il faut également mentionner le pourrissement de l'institution militaire. L'on se souviendra qu'un colonel fut filmé dirigeant une bande de voleurs venus en pleine nuit piller un grand

Suite à la page (18)

Le cauchemar des « maisons de rêve »



Martine Janvier. *Photo: AKJ*

Par Ayiti Kale Je

Cité Soleil, Haiti, 14 déc. 2011 – Pendant que plus d'un million de déplacés croupissaient sous les tentes après le cataclysme du 12 janvier 2010, de nouvelles maisons construites pour 128 familles terminées en mai 2010, sont restées vides durant 15 mois.

Aujourd'hui, la majorité des occupants de ces logements sociaux sont des illégaux, qui les ont envahis en brisant les fermetures et les portes. « Ces maisons sont terminées depuis près de deux ans, mais elles n'ont jamais été livrées », a déclaré Jean Robert Charles, un des maires adjoints de Cité Soleil, à Ayiti Kale Je (AKJ).

Les 128 appartements – « maisons de rêve » par rapport aux maisons de la plupart des haïtiens – sont situés à Zoranje localité de Cité Soleil au nord-est de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Avec deux chambres à coucher, une salle de bain, un salon, salle à manger et cuisine, en plus d'une petite cour, elles représentent un don du gouvernement Vénézuélien.

Le projet aurait coûté US$ 4,9 millions de dollars, d'après un journal cubain qui écrivait en 2010 au sujet de cette donation [lyen]. Ces maisons font parti d'un projet de 500 maisons promises en mars 2007 par le Président Vénézuélien Hugo Chavez, lors de sa visite en Haïti. La construction a été confiée à une société de construction mixte (Cubano-Vénézuélienne) liée à l'Alternative Bolivarienne pour les peuples des Amériques (ALBA), selon le même journal.

Venezuela est un des plus grands partenaires d'Haïti qui, entre autres, lui vend du pétrole à des prix préférentiels. Après le tremblement de terre, le Venezuela est le pays qui a promis le plus de fonds à Haïti, soit près de 1,3 milliard $US, un montant dépassant les promesses faites même par les États-Unis.

Alors, il parait que le projet de logements sociaux à Zoranje demeure un embarras pour le gouvernement. A plusieurs reprises AKJ a essayé d'obtenir une entrevue avec l'ambassade du Venezuela à Port-au-Prince, ce qui s'est toujours soldé par un échec, soit à cause de promesses non tenues ou de rendez-vous ratés.

Ceci s'explique peut-être par le fait que ce n'est qu'au début du mois de septembre 2011, soit 18 mois après que le gouvernement ait remis les premières 88 maisons au gouvernement de René Préval, que toutes les maisons ont été occupées. Par ailleurs, hormis les 42 familles qui sont les bénéficiaires légaux, choisies par le Venezuela, la grande partie des appartements – soit au moins 50 – sont occupés par des envahisseurs.



Une des salles de pompe. Photo: James Alexis

Manque de tranquilité dans les « maisons de merveille »

Quarante-deux des 128 unités de logement ont été attribuées par l'Ambassadeur du Venezuela en Haïti. Les bénéficiaires ont en main des papiers de livraison, datés du 5 septembre 2011, et tous se présentent comme des victimes du séisme. Ils se disent de trois groupes distincts : les gens œuvrant pour le compte de l'ambassade; les personnes recommandées par une organisation de femmes ; enfin, les familles recommandées par une école congréganiste.« Venezuela a octroyé [des maisons] à 42 personnes qui sont dans le besoin de logement », explique Dolciné Marie Joseph, coordonnatrice d'une organisation de femmes qui a déménagé avec ses enfants.

En dépit du caractère généreux de cette donation, et les avantages évidents de sa nouvelle maison, la vie quotidienne est plutôt amère, estime Marie Joseph, parce que des douzaines des familles ont envahi le reste des appartements. « Il n'y a pas eu de coup d'État dans le pays. Je vois cela d'un mauvais œil. C'est quelque chose de mauvais que les gens ont fait, en occupant les maisons sans autorisation », s'indigne-t-elle.

Suite à la page (15)

MINUSTAH by the Numbers

by Jake Johnston

The United Nations Peacekeeping operation in Haiti, MINUSTAH by its French acronym, has been the target of recent popular protests and a source of controversy because of its role in re-introducing cholera to Haiti, the sexual assault of a young Haitian man and other past abuses. On November 3, 2011 the Institute for Justice and Democracy in Haiti and Bureau des Avocats Internationaux filed a legal complaint on behalf of over 5,000 cholera victims seeking damages from the United Nations. The UN has so far not responded or given a timetable for a response.

Here is MINUSTAH, by the numbers:
Percent of worldwide UN peacekeepers that are in Haiti, despite it not being a war zone: **12.5**
Number of MINUSTAH troops (military and police) currently in Haiti: **12,552**
Rank in size among the 16 UN peacekeeping operations worldwide: **3**
Rank in size of Darfur and the Democratic Republic of Congo, respectively: **1, 2**
Percent of Haiti's annual government expenditures to which MINUSTAH's budget is equivalent: **50**
Percent of Haiti's GDP to which MINUSTAH's budget is equivalent: **10.7**
Total estimated cost of MINUSTAH since the earthquake: **$1,556,461,550**
Percent of UN peacekeeping operations worldwide funded by the United States: **27**
Percent the U.S. has disbursed out of its $1.15 billion pledge at the March 2010 donor conference: **18.8**
Percent of the U.S.' contributions to MINUSTAH since the earthquake that this represents: **41**
Factor by which MINUSTAH's budget exceeds the amount of funds the UN's cholera appeal has raised: **8**
Percent of MINUSTAH's budget it would take to fully fund the UN's cholera appeal: **1.7**
Number of days operating expenses it would take to fund a cholera vaccination campaign that would cover the entire country: **18**
Percent of a single day's MINUSTAH budget that the cholera vaccination pilot program will use over its multiple-week lifespan: **40**
Minimum number of people killed from cholera in Haiti since October 2010: **6,908**
Number of people killed by homicide in Haiti in 2010: **689**
Number of people, per 10 million (roughly the population of Haiti), killed by homicide in Brazil, the largest troop contributor to MINUSTAH: **2,270**
Number of cholera victims who filed a claim with the UN seeking damages: **5,000**
Number of cholera victims: **513,997**
Rate per minute that Haitians were falling ill with cholera in July 2011: **1**
Amount by which MINUSTAH's budget exceeds the UN's 2012 humanitarian appeal for Haiti: **$562,517,100**
Number of MINUSTAH personnel who were repatriated this year after a cell phone video emerged showing troops sexually assaulting a young Haitian man: **5**
Number of successful prosecutions against over 100 MINUSTAH troops repatriated to Sri Lanka after allegations of involvement in child prostitution surfaced in 2007: **0**
Number of standing claims commissions set up by the UN under Status of Forces Agreements so that local population may have means of redress from peacekeepers, historically: **0**
Years MINUSTAH has been in Haiti: **7**
Shortfall in trained national police officers that are supposed to take over for MINUSTAH: **10,000**
Rank among Haiti's top donors, including governments, that MINUSTAH would be if its budget went towards relief and reconstruction efforts: **3**
Date on which cholera was discovered: **October 21, 2010**
Date the head of MINUSTAH was reported saying it was "*really unfair*" to accuse the UN of bringing cholera to Haiti: **November 22, 2010**
Distance, in miles, from the Nepalese MINUSTAH base to the location of the first reported case of cholera: **0.1**
Date on which scientific paper confirmed that Haitian and Nepalese samples of cholera were "*almost identical*": **August 23, 2011**
Days since the cholera outbreak it has taken for the UN to accept responsibility: **425 (and counting)**
Date on which MINUSTAH's mandate was extended through 2012: **October 14, 2011**
Percent of Haitians in a recent survey who said they wanted MINUSTAH gone within a year: **65**



MINUSTAH is the third largest UN military deployment in the world, although Haiti is not at war

Sources: 1. According to the United Nations there are currently 99,329 uniformed peacekeeping troops across the World. In Haiti there are 12,552. **2.** MINUSTAH. **3.** United Nations Peacekeeping. **4.** United Nations Peacekeeping Fact Sheet. **5.** IMF data and MINUSTAH. **6.** IMF data and MINUSTAH. **7.** The 2009/10 budget was $611,751,200, the 2010/11 budget was $853,827,400 and the 2011/2012 budget is $793,517,100. To reach the total since the earthquake, half of the 2009/10 total was added to the entire 2010/2011 total and to half of the 2011/2012 total. Data from UN Peacekeeping. **8.** *U.S. and Europe fight over cuts in peacekeeping*, from Foreign Policy's Turtle Bay blog. **9.** UN Office of the Special Envoy for Haiti. **10.** See 7 and 8, above. **11.** According to the United Nations Office of Coordination of Humanitarian Affairs, $95 million has been contributed to the cholera appeal. **12.** The cholera appeal is seeking $109 million, leaving a shortfall of $14 million. **13.** Estimated cost of a cholera vaccination program covering the entire country is $40 million. **14.** The cost of the pilot cholera vaccination program is about $870,000. **15.** Ministère de la santé publique et de la population. **16.** United Nations Office on Drugs and Crime. **17.** United Nations Office on Drugs and Crime. **18.** Institute for Justice and Democracy in Haiti. **19.** Ministère de la santé publique et de la population. **20.** Jake Johnston and Keane Bhatt, *Not Doing Enough: Unnecessary Sickness and Death from Cholera in Haiti.* CEPR. **21.** The UN's 2012 Humanitarian Appeal for Haiti is for $231 million. **22.** UN peacekeepers to be deported from Haiti, UN Media. **23.** Greg Grandin and Keane Bhatt, *10 Reasons Why the UN Occupation of Haiti Must End.* The Nation. **24.** Amy Lieberman, *Haiti Cholera Case Raises Questions About U.N. Accountability.* World Politics Review. **25.** MINUSTAH **26.** It is estimated that Haiti needs 20,000 trained police, they currently have around 10,000. **27.** UN Office of the Special Envoy for Haiti. **28.** Institute for Justice and Democracy in Haiti. **29.** Jessica Desvarieux, TIME: *At the Heart of Haiti's Cholera Riots, Anger at the U.N.* **30.** Final Report of the Independent Panel of Experts on the Cholera Outbreak in Haiti. **31.** The UN continues to deny responsibility. **32.** MINUSTAH. **33.** Gordon and Young, Columbia University. Although the headline reads "*Survey Shows 60% of Haitians Support Troubled Peacekeeping Mission*", the data shows that 30% want immediate withdrawal, 10% want withdrawal within 6 months and an additional 25% want withdrawal within a year.

With due respect to Harper's.

Jake Johnston is an international researcher at the Center for Economic and Policy Research. He writes on Haiti related issues for the blog Relief and Reconstruction Watch.

Martelly government betting on sweatshops: Haiti: "*Open for Business*"

The last of four articles

By Haiti Grassroots Watch

Mitigating the risks

Not surprisingly, despite the risks they identified, the Koios, Inter-American Development Bank (IDB) and Environ studies all ended up endorsing the project to build the Industrial Park of the North Region (Parc Industriel de la Région Nord - PIRN). However, they also listed numerous steps that need to be taken in order to minimize or eliminate the risks. For scores of pages, the consultants outline laws to be voted, programs to be followed, and constructions that include the immediate creation of a marine protected area, an extensive 12 to 24 month environmental study, funding and building infrastructure and housing for the expected migrants both inside and outside the PIRN, and other steps.

Koios also optimistically wrote that "*if a sufficient portion of the additional tax revenues are spent on development and on the improvement of the social and physical infrastructure in the region, many of these negative effects can be avoided or diminished.*"

Indeed, massive funding could help mitigate risks. But Koios appears to have forgotten that PIRN tenants – textile giant Sae-A and other companies – won't pay any taxes at all for 15 years, meaning that all the "*supplementary tax revenues*" will need to come from factory workers, most of whom will earn little more than $5 a day, who will thus be tax-exempt.



Farmer Pierre Renel lost his crops to make way for the new PIRN sweatshop park. "The spot they picked for the industrial park is the most fertile part of the department," he said

But even if the necessary funding is located, some critics, including the man currently serving as Environment Minister, say the recommendations don't even go far enough.

In his 20-page report assessing the Koios study, dated Jun. 30, 2011, Joseph Ronald Toussaint said the document was a positive step but that it underestimated the "*magnitude of impact,*" "*extent of impact,*" "*duration of impact,*" and "*biophysical changes.*"

Then a ministry employee, Toussaint also said that Haiti's then Environment Minister was not "*associated in any thought in the identification of the site*" [sic] nor in the terms of reference for the Koios impact study. As noted above, Toussaint also noted that the water-use estimates were too "*conservative.*"

Still, Toussaint's report claimed a "*win-win*" situation was possible, if some $54.5 million in studies and mitigation efforts were implemented.

What did the MEF think of the recommendations and were they followed? In August and September of 2011, HGW tried repeatedly to meet with both then-Minister of Economy and Finance Ronald Baudin, and with Toussaint, and even obtained promises of interviews from both offices. In the end, however, both offices refused to speak to journalists.

Maybe the Ministry of the Environment (MOE) has given up its struggle to protect the bay? No MOE representative was present at the Nov. 28 inauguration of the PIRN construction site. The environmental question and the Bay of Caracol were not even mentioned.

What do Caracol residents think?

Pierre Renel, like most people in and around Caracol, is a farmer. He other farmers who lost their crops last January have formed an association called Association for the Defense of Caracol Workers (ADTC in French).

"*The spot they picked for the industrial park is the most fertile part of the department,*" said Renel, president of ADTC. "*We grow a lot of plantains, beans, corn, manioc, etc. That's how families raise their children, educate their children… its like our 'treasury!'*"

But Renel and other local residents are not opposed to the park. On the contrary, they are hopeful they and their children will get some of the jobs officials and consultants have described. Some local people already have been hired – as guards or workers at an information kiosk.

According to the PIRN website, all farmers have also received either land or remuneration for their lost crops or – if they were owners – the value of their land. While the PIRN website says all farmers have been paid damages, in a recent telephone interview, several denied this, saying they were originally promised land *and* money. Also, some say they were not paid the amounts originally promised.

"*They told us peasants would get land and cash, and according to Michaël De Landsheer [of the MEF], landowners were supposed get US$1200 per hectare, but they are not respecting their word,*" Renel told HGW.

Farmer Robert Etienne is excited about the factories. "*They should have built something like this already!*" he said, his eyes glittering. "*Because there's no work in this country.*"

But Etienne, in his seventies, won't be one of those hired. He is too old. Maybe his children will get jobs? Maybe, maybe not. There will be stiff competition, even with their sweatshop wages.

Etienne and Renel and others are probably unaware of the how low salaries will be, and of how the local economy will likely change as construction moves forward and the factories start to open up: population explosion, higher rents, a grown in the "*informal sector*" and street merchants, lessened local agricultural production and perhaps even higher food prices.

As noted earlier, assembly factories with sweatshop wages are not social projects, despite claims made in the media and in studies. The Koios study, for example, claims the PIRN will supply the "*means of subsistence to a maximum of 500,000 people, that is 10% of Haiti's population.*"

The claim is very difficult to substantiate. Most workers will earn a wage that can't even pay the rent, much less send children to school.

In the very same study, the authors also offer up this more honest appreciation: the PIRN "*was above all conceived to facilitate investment in enterprises.*"

As previously described, Sae-A and the other textile factories are moving to Haiti in order to take advantage of cheap labor, no U.S. tariffs until 2020, a long tax holiday in Haiti, and proximity to the U.S. market. The PIRN is part of a global economy predicated on the exploitation of the lowest wages and a "*race to the bottom.*"

Are exploitation, potential environmental devastation and social upheaval really a "*win-win*" situation? Is it just to spend US$179 million in foreign public financing in Haiti, to the possible detriment of workers in other countries? Can a "*new*" Haiti really be built on sweatshop wages and free trade zones?

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA) and community radio stations from the Association of Haitian Community Media. To see images, video and to access links to primary sources - http://www.haitigrassrootswatch.org .

Souhaite à tous ses clie
et Bonne A



Phil Multi Services
Income Tax Specialists
Philippe Bien-Aime
17 S. State Road 7
Plantation, FL
954-584-1817 • 954-234-0856

GLENWOOD TIRE SHOP
4405 Glenwood Road,
Brooklyn, NY 11203
718-434-0108

CHERY'S BROKERAGE
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-8229

NEW BONNY'S TAILOR SHOP
2720 Farragut Road
(between Flatbush & E. 28th St.) Brooklyn,
NY 11210
718-532-0080

JJ's Coffee Shop, Restaurant & Fritaille
Fritzner & Nancy
4021 Glenwood Road
(corner of Albany Ave.)
Brooklyn, NY 11210
347-636-2850

Lakay Legal SERVICES
Free/Low Cost Counseling
1218 Flatbush Ave., Suite 5,
Brooklyn, NY 11226
718-773-3671
www.justicelakay.org

Guarino Funeral Home



9222 Flatlands Ave
Brooklyn, NY 11236
718-257-2890

Dr. H. Claude Douze
1881 West Oakland Park Blvd.
Fort Lauderdale, FL 33311
Phone: 954-739-9009
Cell: 954-600-1212

Le Bizarre Haute Couture
Expert Tailoring
Jean-Claude Rosias
4024B Glenwood Road
Brooklyn, NY11210
718-434-1694
347-351-9883 cell

EKONO INSURANCE
Gasner Anilus
11626 NE 2nd Avenue Miami,
FL 33161
305-757-6767

TECHNIC Home Sales
Complete Homes from $6,000
1207 ROGERS AVENUE
(BETWEENNEWKIRK&AVE.D)
BROOKLYN, NY 11226
718-282-7792

THE BIBLE SPEAKS
Academy & Church of Christ
5205 Foster Ave., Brooklyn, NY
718.629.4009 or 718.629.4559

Sonny Sounds Records
2511 N. Andrews Ave.,
Wilton Manors, FL
305-216-3076

COLIMON EXPRESS SERVICES
30 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-754-0232

Cargo Express TRANSPORT
Shipping
Willio Jean Baptiste 628 Parkside
Avenue Brooklyn, NY 11226
347-219-1369

Elicie Fashion
Supply & Beauty Salon
11882 West Dixie Highway
Miami, FL 33161
305-893-3609
305-303-4325 cell

JOEL H. POLIARD
M.D., M.P.H.
5000 NE 2ND AVE MIAMI,
FL 33137
305-751-1105

MIZIK DEPOT
Bazile Jean-Berthol
13170 N.W. 7th Avenue
Miami, Fl 33168
786-285-2313

Haitian Centers Council
Dr. André K. Peck, New Executive Director
123 Linden Boulevard, 3rd Floor
Brooklyn, NY 11226
718-940-2200

Expedite Care Pharmacy
"Nou pale kreyòl"
Medicaid, Medicare, Free pick-up
& delivery
2283 Nostrand Ave. (Corner Ave. I)
Brooklyn, NY 11210
718-758-0800

FADKIDJ Variety Store
Denis & Joujou
8272 NE 2nd Avenue Miami, Fl 33138
786-507-4841
305-492-3149

Andy Deronette Barber Shop
Mon. - Sun. 10 am - 10 pm
2625 Farragut Road
(corner Flatbush Avenue)
Brooklyn, NY 11210
646-294-6678

Piman Bouk Restaurant
Voltaire
5961 NE 2nd Ave
Miami, FL 33137
305-759-6805
786-487-7870 cell

TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT
Fine Haitian Cuisine
819 5th Street
Miami Beach, FL 33139
305-672-2898

Le docteur de la Communauté
Haïtienne à New York



Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345



1222 Flatbush Avenue Brooklyn, N.Y. 11226
Dominique & Frantz
718-940-0075

Dieuveille Accounting & Tax Services
8226 ne 2nd Avenue
MIAMI, FL 33138
305-757-7131

PHARMACIE DU PEUPLE
1743 NOSTRAND AVE.
BROOKLYN, NY 11226
718-941-1013

THE LAMBI FUND OF HAITI
P.O. BOX. 18955
WASHINGTON, DC 20036
202-833-3713
786-473-5889

…ents Joyeux Noël 2011
…nnée 2012

Honduras, danger immédiat !

Crime organisé, corruption et répression sociale, le pays centraméricain vit depuis le putsch de 2009 un processus de décomposition à la colombienne. Même une partie de la droite s'en inquiète.

Par Maurice Lemoine

Tout le monde savait au Honduras que, depuis le renversement du président Manuel Zelaya, le 28 juin 2009, une profonde crise économique, politique et sociale affectait le pays. Mais personne n'imaginait une décomposition d'une telle ampleur. Seulement, le 22 octobre 2011, des membres des «forces de l'ordre» sont allés trop loin. Et le scandale a éclaté.

Cette nuit-là, comme beaucoup de jeunes, essentiellement des pauvres, deux étudiants sont assassinés par des policiers. Manque de chance – qu'on nous pardonne l'expression –, l'un d'entre eux est le fils de la très respectée rectrice de l'Université nationale autonome du Honduras (UNAH), Julieta Castellanos. Et la scène a eu des témoins. Devant l'impossibilité de noyer la bavure dans l'avalanche des homicides quotidiens, des gradés de la police rendent publics les noms des quatre présumés meurtriers avant qu'ils ne soient mis en examen, leur permettant, se sachant découverts, de se fondre dans la nature et d'échapper à l'arrestation.

Jusque-là, seuls des anonymes tombaient. Petits délinquants ou marginaux, victimes du «nettoyage social». Paysans de l'Aguán, dans le nord du pays, en butte aux vigiles privés de grands propriétaires terriens – dont l'un des ténors de l'oligarchie, Miguel Facussé –, mais aussi aux agents de l'Etat.

Mortelle indifférence

«Difficile de définir qui est la police, qui est l'armée, qui sont les sicaires, nous confiait en février un habitant de la communauté La Aurora; ils agissent ensemble, échangent leurs uniformes, circulent dans les mêmes véhicules» – et ont exécuté cinquante-cinq paysans en deux ans. Bilan auquel s'ajoutent, dans l'ensemble du pays, les dizaines de membres du Front national de résistance populaire (FNRP) – mouvement surgi en réaction au coup d'Etat –, espionnés, intimidés, pourchassés ou tués par les balles de la «délinquance commune» (selon les autorités) ou par celles d'«escadrons de la mort» (d'après la version des dirigeants et des militants).

Mis à l'index après le golpe de 2009, le Honduras a retrouvé sa place dans le concert des nations, grâce à la signature, le 22 mai 2011, de l'Accord de Cartagena (Colombie) entre le président issu d'élections illégitimes, Porfirio Lobo, et le chef de l'Etat renversé et exilé en République dominicaine Manuel Zelaya. Cette «réconciliation» a eu un double effet bénéfique. D'abord pour le pouvoir: le retour du proscrit sur sa terre natale a permis la réintégration du Honduras au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA), le 1er juin. Mais aussi pour l'opposition: la présence de Zelaya, seul leader capable de rassembler les différentes tendances du FNRP, qui vont du centre à la gauche radicale, permet à l'opposition de s'organiser dans la perspective des futures élections.

Toutefois, grimace Gilberto Ríos, coordinateur de la Commission internationale du Front, «avec cette normalisation, le Honduras a disparu de l'agenda de la communauté internationale. Or, moins il y a d'observation, plus il y a de possibilités de commettre des violations des droits humains. Et, dans l'indifférence générale, la situation a empiré.»

La mafia prend ses aises

Mais la mort du fils d'une personnalité a agi comme un électrochoc. Des événements sont remontés à la surface, certains très récents. Ainsi le 1er septembre, le secrétaire à la Sécurité (ministre de l'Intérieur) Oscar Alvarez avait-il dénoncé publiquement: «Une dizaine d'officiers de la police se sont transformés en contrôleurs aériens, permettant l'atterrissage de narcoavions qui transportent de la drogue du sud du continent vers l'Amérique du Nord.» A peine eut-il le temps d'annoncer une «profonde épuration» qu'il était destitué de sa fonction, sans aucune explication, par le président Lobo.

Le mois précédent, on avait découvert que trois cents fusils-mitrailleurs FAL et trois cent mille munitions 5,56 mm avaient disparu de l'armurerie du Commando d'opérations spéciales (Cobra) – la plus féroce des unités de répression. D'après «des sources fiables» du Secrétariat à la sécurité, ces armes auraient été vendues à des groupes criminels, opérant au Guatemala. «Dans le populeux quartier Kennedy, à l'est de la capitale Tegucigalpa, les langues de quelques restaurateurs, vendeurs de légumes ou d'électroménager se délient: ils sont rackettés par des voyous en collusion avec le poste de police local où opère une mafia commandée par un officier rebaptisé 'El Diablo'. Le fameux 'impôt de guerre' est perçu par les mareros (délinquants), mais une partie est destinée à la police», confirme l'ancienne directrice des affaires internes de cette institution, Maria Luisa Borjas, évoquant cette pratique plus que généralisée. (1) Elle raconte par ailleurs comment, alors en fonction, elle a dénoncé quatre officiers pour assassinat, preuves à l'appui. Après négociation entre le pouvoir judiciaire et la hiérarchie policière, «ils sont restés en liberté, ont continué leur carrière et sont aujourd'hui officiers supérieurs».



L'actuel président hondurien Porfirio Lobo et la secrétaire d'Etat des Etats-Unis Hillary Clinton



La journaliste Luz Marina Paz Villalobos tombait sous les balles de sicarios en moto portant à vingt-sept le nombre des membres de la profession assassinés en vingt mois



Un manifestant au cours d'une mobilisation contre le Coup d'Etat de 2009

Même la presse dénonce

Des collusions au plus haut niveau qui ne sont pas pour rien dans l'aggravation de la violence sociale. Avec quatre-vingt-six homicides pour cent mille habitants, le Honduras est aujourd'hui le pays le plus dangereux d'Amérique latine.

Bien qu'appartenant aux groupes de pouvoir et inconditionnellement acquis aux forces de l'ordre lorsque celles-ci matraquent les militants du FNRP, les médias multiplient enquêtes et révélations. Le 21 novembre, c'est le très droitier El Heraldo qui publie un extrait d'un rapport de la Direction de la lutte contre le narcotrafic (DLCN) mettant en cause «un membre de la direction de la police». L'enquête qui le concerne a été ouverte en septembre 2003 – il y a huit ans! –, l'homme « présent[ant] des comptes bancaires atypiques et a[yant] maintenu des liens avec un capo capturé en Colombie»; en février 2004, en poste dans le Département de Copán, «il était le chef du cartel d'Occidente, transportant de grandes quantités de drogue à Colón et Olancho».



Avec quatre-vingt-six homicides pour cent mille habitants, le Honduras est aujourd'hui le pays le plus dangereux d'Amérique latine



Julieta Castellanos, rectrice de l'Université nationale autonome du Honduras (UNAH)

Sans doute dépourvue de téléphone pour appeler la DLCN, la vice-ministre de la Sécurité Coralia Rivera réagit en annonçant que, pour retrouver ce corrompu, elle a ordonné au service des ressources humaines de la police d'effectuer un inventaire de toutes les plaintes contre des officiers ayant été mis en cause dans le passé. Manifestant son sens aigu des priorités, le Ministère public, lui, demande aux procureurs d'enquêter pour savoir qui a communiqué le dossier de la DLCN à El Heraldo.

Surveillance... facultative

Le 30 octobre, le nouveau secrétaire à la Sécurité Pompeyo Bonilla annonçait la destitution de toute la direction de la police. Depuis, on découvre miraculeusement des brebis galeuses inconnues jusque-là. Le 27 novembre, neuf officiers et vingt-neuf hommes de rang sont suspendus pour «fautes administratives» ou «enrichissement suspect» en attendant que la justice se penche sur leur sort.

Mesure désespérée pour laver leur image: cinquante chefs et directeurs de l'institution se soumettent «spontanément» à un examen destiné à détecter dans l'urine et le sang des traces de marijuana, de cocaïne ou d'héroïne, et au détecteur de mensonge (qui, d'ailleurs, ce jour-là, ne fonctionne pas). L'ensemble de la profession devrait être soumis au même traitement sur la base... du volontariat!

En revanche, tout ce beau monde s'est insurgé lorsque, le 23 novembre, les autorités de l'Université nationale autonome du Honduras ont présenté au gouvernement leurs propositions pour réaliser l'indispensable «épuration»: que soit nommée une commission intégrée par sept membres, quatre Honduriens et trois étrangers, «moins vulnérables» aux pressions. Des étrangers? Le linge sale se lave en famille. Pas question!

Affrontement au sein de l'oligarchie

Certes, le linge sale se lave assez brutalement. Même les médias conservateurs en font les frais: menaces et intimidations se multiplient. Le 6 décembre, la journaliste Luz Marina Paz Villalobos (2) tombait sous les balles de sicarios en moto – portant à vingt-sept le nombre des membres de la profession assassinés en vingt mois. Le lendemain, Alfredo Landaverde, ex-conseiller du Secrétariat à la sécurité, mourait dans les mêmes conditions. Ces derniers mois, il avait dénoncé la présence d'officiers de la police au sein du crime organisé. «Une partie de l'oligarchie hondurienne est directement liée au narcotrafic, analyse Gilberto Ríos, pour donner sens à ce chaos. Il y a un affrontement entre cette faction émergente et le secteur traditionnel, les partis politiques et les institutions de l'Etat. A cette rupture au sein de la classe dominante, correspond la corruption des corps répressifs et leur division.» C'est bel et bien le spectre d'une «colombianisation» qui s'abat sur le Honduras.



L'ex-président Manuel Zelaya

Désarmé, débordé, manifestement impuissant, le président Lobo a en tout cas choisi la pire des solutions. Le 29 novembre, «interprétant» l'article 274 de la Constitution, le Congrès a octroyé à l'armée les facultés de la police nationale –patrouilles, arrestations, fouilles, perquisitions –, pour tout le temps nécessaire à son assainissement.

Le pire des remèdes

Dans les années 1980, alors que de sanglants conflits secouaient l'Amérique centrale, au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala, «les forces armées ont participé, ici, aux crimes politiques, captures, disparitions et assassinats d'opposants», s'insurge Juan Barahona, sous-coordinateur du FNRP. Il a fallu, tout au long de la décennie 1990, de longues luttes pour créer une police civile et démilitariser la société. Et aujourd'hui... La peste remplaçant le choléra? On peut le dire de cette manière. En 2009, dès le 29 juin, c'est la police qui a très brutalement réprimé la population opposée au coup d'Etat. Mais, la veille, c'est l'armée qui avait renversé et exilé Zelaya.

Notes

1. El Libertador, Tegucigalpa, nov. 2011.
2. La journaliste avait quitté il y a six mois l'opposante Radio Globo pour l'officialiste Cadena Honduras de noticias (CHN).

Le Courrier 17 décembre 2011

L'Afrique est sans défense face à l'offensive militaire euro-américaine



L'Afrique est la région la plus exposée sur le sentier de guerre des USA - un continent prêt à tomber dans leur escarcelle, grâce aux innombrables liens que les classes politiques et militaires africaines entretiennent avec l'impérialisme

Par Glen Ford

Tandis que les USA et leurs alliés de l'OTAN progressent vers le Sud pour renforcer leur emprise sur l'Afrique, après avoir pris possession de la Libye et de ses gigantesques champs pétrolifères, la plupart des dirigeants africains semblent approuver leur réinsertion dans l'Empire. L'AFRICOM se trouve déjà dans une position favorable, où les Africains eux-mêmes l'ont placée.

Les USA et leurs alliés ont entamé une offensive en Afrique et en Asie, une attaque par plusieurs côtés qui, dans plusieurs régions, rappelle une « blitzkrieg ». Cette agression enragée a débuté avec la transformation de l'OTAN en corps expéditionnaire pour renverser le régime libyen, et s'apprête maintenant à détruire l'ordre laïc syrien. Bien que depuis des années on se soit appuyé sur des plans, visant à changer ouvertement ou discrètement les régimes de pays ciblés, en parfait accord avec l'impératif historique du capital mondialisé : soumettre à la matraque la planète entière pour en faire un marché docile aux ordres de Washington, Londres et Paris, l'offensive actuelle s'est heurtée à une évolution imprévue : le cauchemar d'un réveil arabe.

La perspective d'un printemps arabe au début de l'année 2011 a déclenché une véritable hystérie dans les capitales impériales. Brutalement la rue arabe vous plaçait devant votre propre mort géopolitique. Washington comprend très bien que l'émergence de régimes arabes conformes à la volonté populaire, conduirait rapidement, selon l'expression chère à Chomsky, à éjecter les USA de la région - sonnant le glas non seulement d'un Occident assoiffé de pétrole, mais aussi des filiales du capital international que constituent les autocraties putrides du Golfe persique.

Visant à des siècles de domination euro-américaine, Washington, Londres et Paris se sont hâtés de faire de l'OTAN l'instrument d'une opération « Shock and Awe » contre leur cible préférée en Afrique du Nord : Mouammar Kadhafi. L'onde de choc de cette démonstration de force, a jeté dans les rues de Damas les suppôts de l'impérialisme. Mais l'Afrique est la région la plus exposée sur le sentier de guerre des USA - un continent prêt à tomber dans leur escarcelle, grâce aux innombrables liens que les classes politiques et militaires africaines entretiennent avec l'impérialisme. Les Etats-Unis et leurs alliés, les Français au premier rang, sont en position de « croquer » la plus grande partie de l'Afrique avec la collaboration de la plupart de ses gouvernements et surtout des militaires.

L'AFRICOM, créée en 2008 par l'administration Bush, et désormais la créature à part entière de la doctrine d'intervention « humanitaire » d'Obama, revendique la responsabilité militaire de tout le continent hors l'Egypte. Le commando militaire US a réuni un nombre impressionnant d'alliances avec des organisations régionales et des blocs de pays représentant tout le continent à quelques exceptions près -d'ailleurs déjà dans le collimateur. Les USA progressent brutalement vers le Sud après avoir conquis la Libye, mais ce sont les Africains eux-mêmes qui leur ont aplani la route.

La guerre menée par les USA en Somalie, qui s'est intensifiée de manière dramatique avec l'invasion éthiopienne soutenue par les USA, a maintenant été légitimée par l'IGAD (International Authority on Development in East Africa), qui inclut l'Éthiopie, le gouvernement somalien fantoche de Mogadiscio, le Kenya, l'Ouganda, Djibouti, protectorat français de facto et nominalement le Soudan.

L'opération - nominale - de l'ONU en Côte d'Ivoire pour renverser le régime de Laurent Gbagbo, dirigée par la France, a été approuvée par l'ECOWAS, l'Union économique qui regroupe 16 États d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

L'AFRICOM organise tous les ans de gigantesques manœuvres militaires du nom d'African Endeavor qui entraîne les armées africaines au maniement des « pratiques standard de communication». On leur enseigne les procédures de commando et de contrôle états-uniennes sur des équipements militaires US et sous la surveillance de conseillers états-uniens. En 2009, les armées de 29 pays africains avaient pris part à ces manœuvres. Cette année, 40 nations participaient à African Endeavor, soit la majorité des hommes portant les armes en Afrique.

Plus sournoise encore est la doctrine du « soldat à soldat », qui encourage les gradés de même rang des armées états-unienne et africaines à établir des relations personnelles à tout niveau :

Suite à la page (16)

Pour Evo Morales il faut démocratiser pour approfondir le changement

Par Atilio BORON

C'est hier que le président Evo Morales a inauguré à Cochabamba la "Première Rencontre Plurinationale pour Approfondir le Changement" qui est en train de transformer la société bolivienne. Ce que la presse appelle "Sommet Social" a réuni une assistance multiple de plus de 1000 délégués de divers mouvements sociaux de toutes les régions du pays, qui répondirent à un conclave dont la première phase durera trois jours et pendant lesquels dix commissions de travail examineront autant de sujets et de défis cruciaux du moment actuel. Le Vice-président Alvaro Garcia Linera ainsi que des ministres et des hauts fonctionnaires du gouvernement national étaient présents dans ces commissions, apportant de l'information et surtout écoutant les demandes et plus spécialement les propositions que donnèrent à connaître les mouvements. Ces premières conclusions seront présentées et à nouveau discutées dans une série de réunions qui auront lieu dans les prochaines semaines dans les différents départements (provinces) de Bolivie, en préparation pour une seconde et définitive période de sessions entre le 10 et le 12 janvier et dans laquelle se fixeront les principales directives de l'agenda de transformations pour les années à venir.

Dans son discours inaugural, Evo a souligné l'importance d'une discussion démocratique et plurielle pour consolider le processus de changements inaugurés depuis son arrivée au Palais Quemado en 2006. A la différence de la majorité des interventions des autres présidents ou chefs d'Etat en toute partie du monde, Evo a commencé la sienne en signalant ce que lui-même qualifie comme des erreurs commises par son gouvernement. Il n'a pas commencé à parler de ses succès mais de l'insécurité, des problèmes d'emploi, de la corruption dans certains éléments des échelons inférieurs de la bureaucratie, de la nécessité d'améliorer l'activité économique. Seulement ensuite il se consacra à énumérer les nombreuses réussites de sa gestion, avec des chiffres convaincants : quasiment deux millions d'enfants bénéficiaires du bon Juancito Pinto ; 800.000 anciens recevant une importante aide financière ; les progrès dans les programmes de santé et d'éducation publiques ; le renforcement des finances de l'Etat grâce à l'accomplissement du mandat populaire qui exigea la nationalisation des hydrocarbures ; le doublement du salaire minimum et la rapide transformation que fit la Bolivie, cessant d'être un "état colonial mendiant" (ce sont ses mots), qui vivait des prêts pour payer ses employés publics, pour se transformer en un état plurinational qui pour la première fois dans l'histoire accumule des réserves d'une valeur de 12.000 millions de dollars, un chiffre surprenant, si on prend en compte la taille de l'économie bolivienne.

Bien sûr qu'il parla aussi de politique : il indiqua dans un passage de son discours qu'avant il y avait des groupes et organisations qui se mobilisaient pour que les gouvernements fassent des travaux ; maintenant il y a des minorités très tapageuses qui "se mobilisent pour que le gouvernement



Le président bolivien Evo Morales

ne les fasse pas. Mais nous devons les faire, en respectant la Terre-Mère : sinon, comment pourrions nous vivre sans industries, sans pétrole, sans gaz, sans mines ?". A une époque où un organisme comme la Banque Centrale Européenne défait et fait des gouvernements en Grèce, en Italie et au Portugal, Evo affronte les défis de son gouvernement en approfondissant la démocratie, facilitant le dialogue horizontal entre gouvernants et gouvernés, en faisant vérité la maxime zapatiste de "commander en obéissant". Cette saine inclination, de s'unir avec son peuple, de se tonifier en écoutant ses critiques et ses propositions, est une des raisons fondamentales de sa popularité. La droite n'est pas une option de gouvernement et son unique chance est le coup d'état ; la gauche hyper-radicalisée, pour sa part, montre une disproportion suspecte entre l'écho que ses féroces critiques à Evo rencontre dans les médias hégémoniques et son faible soutien des masses. Apparemment jusqu'à maintenant Evo demeure imbattable sur le terrain électoral, et s'il approfondit son agenda de changements il le sera encore plus.

Rébellion 13 décembre 2011

Le message de l'Amérique latine au monde arabe

Par Pepe Escobar*

Regardez bien cette photo de 1970. Cette jeune femme de 22 ans est assise devant une bande d'inquisiteurs subtropicaux, qui s'apprête à l'interroger.

Elle a été torturée à coup de décharges électriques et a subi des simulations de noyade pendant 22 jours – pratiques que Dick Cheney qualifie « d'interrogatoire poussé ». Elle n'a pas cédé.

Aujourd'hui, cette femme, Dilma Rousseff, est présidente du Brésil – cet éternel « pays d'avenir », la 7è économie du monde (avant la Grande-Bretagne, la France et l'Italie), pays membre des BRICS, détenteur reconnu d'un soft power qui dépasse la musique, le foot et la joie de vivre.

Cette photo vient d'être publiée dans une biographie de Rousseff, au moment même où finalement le Brésil crée une Commission de la Vérité, pour savoir ce qui s'est vraiment passé pendant la dictature militaire (1964-1985). L'Argentine a déjà fait ce travail, bien avant le Brésil – en jugeant et en sanctionnant ceux des inquisiteurs en uniformes qui étaient encore en vie.

Samedi, Rousseff sera à Buenos Aires, pour la cérémonie d'investiture de Cristina Kirchner, réélue présidente de l'Argentine. Ces deux pays d'Amérique du Sud sont présidés

Suite à la page (16)



Aujourd'hui présidente du Brésil, Dilma Rousseff a été torturée en 1970 par la junte militaire qui gouvernait le pays [Ricardo Amaral]

New York: La Fanmi Lavalas Commémore le 16 Décembre



Le Sénateur Moïse Jean-Charles s'adressant à l'assistance

Par Kim Ives

Vingt et un années après le vote historique du peuple haïtien le 16 décembre 1990, à peu près 200 haïtiens se sont rassemblés à l'église St. Jérôme à Brooklyn le dimanche 18 décembre 2011 pour commémorer cette victoire démocratique et pour déclarer leur détermination de reprendre le terrain politique dont le parti Fanmi Lavalas de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide avait perdu le contrôle depuis le coup d'état du 29 février 2004.

Bravant un froid de loup, des délégations de Spring Valley, Philadelphie, New Jersey et d'autres endroits ont fait le déplacement pour participer à la plus grande réunion de Fanmi Lavalas à New York depuis quelques années.

Introduit par l'ancien député du Nord James Dérosin, la vedette de la soirée était l'actuel Sénateur du Nord Moïse Jean-Charles, qui a donné un discours galvanisant pour rallier les troupes aux batailles à venir. S'identifiant maintenant avec le parti Fanmi Lavalas, au lieu de Inite, M. Jean-Charles a affirmé: "*Nou Lavalas, nou vin pote yon sewòm nan mitan nou pou nou òganize nou pi byen pou batay nap mennen la a. Se nou ki pale de demokrasi. Se nou ki pale de jistis. Se nou ki pale de transparans. Se nou ki pale de patisipasyon. Se nou ki pale de refòm agrè. Se nou ki pale tout pawòl yo. Se nou ke pèp ayisyen te vote ak tout fòs li. Men nou kite yon musicien, ki s on tonton macoute, li pran pouvwa nan men nou fasilman. Jodi a, Jean-Claude Duvalier tale nan yon gradyasyon ki te fèt nan Faculté de Droit nan Gonaïves. Sa mande nou pou nou al reflechi. Sa vle di, batay la, li pa yon batay piti.*"

Le Sénateur a aussi dit que le gouvernement Martelly représente "*l'élite traditionelle lan ki pat janm vle demokrasi, ki pat janm vle chanjman, menm fanmi ki te okipe pouvwa a depi 200 zan.*"

Plusieurs autres anciens officiels des gouvernements Lavalas ont aussi parlé, parmi eux Pierre Jean Luckner, Duclos Bénissoit, et Guy Ferdinand.

Tout s'est déroulé dans une atmosphère chaleureuse de joie et de retrouvailles, au cours de laquelle les tambours ont résonné, les chanteurs ont interprété de chauds morceaux, et les participants se sont régalés de délicieux plats à l'arôme de la bonne cuisine haïtienne préparée en la circonstance.

Plénière de la FEDADSE à Brooklyn

Présentation du rapport annuel

Par Jackson Rateau



Les dirigeants de la Fedadse, en arrière plan de gauche à droite : le coordonnateur général Acius Jean, le vice coordonnateur Brunet Michel, le secrétaire général, Jean Claude Cajou, le secrétaire général adjoint Dr. Lionel Léveillé. Au premier plan, le Trésorier Jean Plantin, le vice Trésorier Laurent Payen, les contrôleurs généraux Edmond Dubuisson et Valentin Telhamour

Le dimanche 18 décembre dernier, au temple culturel Grenadier Books/Haiti Liberté, 1583 Albany Ave, Brooklyn NY, 11210, s'y tenait un grand rassemblement des associations régionales du Sud-est. Ainsi, telle une tradition, la Fédération des Associations pour le Développement du Sud-est (FEDADSE), dans le cadre de la cérémonie de remise de rapport, a réuni ses associations membres dans une grande fête.

Sur le coup de 7 heures PM, le secrétaire général, Jean Claude Cajou, dans sa mission de diriger la cérémonie, après une introduction volubile, a invité les différentes associations, faisant partie de la fédération à se joindre toutes ensemble autour d'un même plateau, histoire de leur rappeler qu'elles sont toutes unies par un seul maillon, celui de la solidarité régionale, car, l'unité, en tant que force incontournable, est l'unique mobile pouvant les conduire jusqu'au bout du tunnel, c'est-à-dire parvenir à matérialiser le grand rêve de développement du Sud-est.

Le segment culturel, quoique sans musique ni chanson, était assez attrayant. Les deux déclamations qu'il contenait suffisaient amplement à combler l'assistance. Il s'agit en effet d'une première, chaleureusement appréciée par l'assemblée : « Le soleil se lèvera », déclamée par son auteur, Acius Jean et la deuxième : « Femme », de Jean Claude Cajou.

Le coordonnateur général Acius Jean, tel un prélude à son discours, s'est fait le devoir de présenter ses remerciements au directeur du journal Haiti Liberté et son staff, aux deux membres de la fédération dont Valentin Telhamour et Edmond Dubuisson pour avoir disposé d'une salle pour les séances régulières de travail, sans omettre la secrétairerie de la FEDADSE, dirigée respectivement par le secrétaire général Jean Claude Cajou et son adjoint, le Dr Léveiller. Il a aussi louangé deux infatigables membres de la trésorerie dont Laurent Payen et Jean Plantin. D'autres expressions de remerciement de la part du coordonnateur étaient adressées à certains autres membres et supporters de la fédération. Tout en laissant la porte de la FEDADSE ouverte aux autres compatriotes vaillants, hommes et femmes, vue que la tache est grande, tous les membres de la fédération, ont été chaleureusement remerciés pour leurs contributions.

Présentant le travail accompli, le coordonnateur a fait savoir que le plan d'action de l'année 2011 de la FEDADSE, échelonnant sur 4 périodes (1e Janvier – 31 mars, 1e Avril – 30 Juin, 1e Juillet – 30 Sept, 1e Oct. – 31 Décembre) a été présentée à l'assemblée des délégués en session le 22 Janvier 2011, conformément à l'article 25 du statut de la Fédération. Lequel plan a été approuvé à l'unanimité par l'assemblée, autorisant la coordination à le faire exécuter.

Ainsi donc, en vue d'atteindre les objectifs visés, les différents comités de la FEDADSE, se sont mis à travailler dès l'approbation de ce plan, de manière à pouvoir réaliser les taches dûment assignées pour la première période : amendement du statut, rencontre avec les congrégations de Brooklyn, compléter le Site Web, rendre fonctionnelle la branche de la FEDADSE en Haiti, collection des contributions annuelles, rencontre avec le comité directeur des associations membres, etc.

Sur les 8 objectifs prévus pour la 1re période, seuls 4 ont été réalisés. Les 4 autres non atteints, ont été reportés à la deuxième période sous forme de suivi. Ainsi, les difficultés rencontrées au cours de la 1re période, ont contraint les dirigeants à se repencher sur les objectifs prévus, ce qui les oblige à exiger des contrôleurs généraux une réévaluation des activités de la 1re période, puis suggérer des solutions. La réévaluation n'a jamais été remise au comité directeur jusqu'à la démission d'un des contrôleurs généraux.

La période allant du 1er Avril à 30 Juin 2011, a été planifiée sur 9 activités. Les résultats obtenus n'étaient pas satisfaisants. Les contrôleurs généraux ont jugé nécessaire de réviser le plan d'action afin qu'ils puissent répondre aux besoins de la conjoncture et s'adapter à la potentialité des ressources humaines et économiques de la FEDADSE. Ce qui a permis à la coordination de porter dans le plan certaines modifications pour la 3e et la 4e période.

La 3e période du plan d'action visait la réalisation de 4 objectifs précis qui sont les rencontres avec la coordination, la mise en place d'un comité électoral ad hoc, devant élire un nouveau comité directeur, réalisation d'une barbecue ou d'une conférence communautaire au profit de la FEDADSE, recherche et préparation de nouveaux leaders.

Les démarches devant atteindre ce dernier point, étant jusqu'alors stériles, donc, les résultats de la 3e période, incomplètes, demeurent loin d'être satisfaisants. Le processus de recrutement est toujours en cours.

L'objectif # 2 de la 4e période, prévoyant les élections pour le remplacement des nouveaux membres du directoire et 2 contrôleurs généraux, n'étant pas parvenu à être exécuté, faute de dépôt de candidature, donc, 5 des 6 points dans ce plan, ont été implémentés avec succès.

D'après les scores affichés couvrant les 4 périodes : 90% pour la première, 80%, la deuxième, 90%, la troisième et 96%, la quatrième, les résultats des travaux de l'année 2011, se sont révélés très favorables.

Le coordonnateur général de la FEDADSE, bien avant de soumettre le rapport annuel aux délégués, après lecture, a accusé réception du rapport d'évaluation des contrôleurs généraux et a annoncé sa présentation à l'assemblée générale en Janvier 2012 pour analyse. Selon Mr Acius, au thème d'une analyse critique, se référant aux articles, réglementant le fonctionnement de la fédération, la FEDADSE doit compter 40 grands leaders. Aussi, est-t-il frustré de constater qu'une telle fédération a failli en n'arrivant pas à pouvoir élire 9 membres, devant remplacer ce directoire dont le mandat de 2 ans arrive à terme.

Il a de même soutenu : « Si nous devons admettre l'existence d'une organisation à l'extérieur (ici aux Etats-Unis) et pour qu'elle ne soit pas physiquement représentée en Haiti, alors, nous sommes dupes. Est-ce pourquoi les efforts pour rendre la FEDADSE fonctionnelle en Haiti, sont énormes ». Il a aussi souligné que tout projet adressé à une communauté en Haiti doit inéluctablement refléter les besoins et exiger sa participation et son implication. Si non, cette démarche ne va être autre qu'initiative personnelle qui finira certainement en fiasco.

En dépit de multiples réalisations en Haiti, a-t-il ajouté, c'est la déception totale. C'est comme quoi, toutes ces réalisations se trouvent noyées dans un grand vide. Cela explique que, pour les mêmes opérations répétées sans résultats escomptés, il faut réviser la formule. Car, comme disait un sage : « Si l'on perdure à obtenir les mêmes résultats pour les mêmes opérations répétées, pour arriver au changement, alors il faudra changer la formule ».

Sachons le, conclut-il, « puisque suivant toute réalité probante, l'homme est le reflet de sa pensée, sa réussite ou son échec dépend exclusivement de lui même. Ainsi donc, nos compatriotes en Haiti et nous autres à l'extérieur, étant des hommes, pouvant, comme tous autres, inculquer une pensée reflétant notre réussite, inévitablement, sous les rayons d'un nouveau soleil, Haïti changera ».

La dernière partie de la cérémonie, celle vraiment édifiée, émouvante, était la présentation de l'agronome Benjamen Joseph Anacassis. Dans un curriculum assez truffé de ses études et de ses expériences professionnelles, on a découvert une ressource riche, une compétence solide, accomplie.

Parachevant ses expériences, il est parvenu à matérialiser son grand rêve, celui d'ériger une faculté dans le Sud-Est. L'école est établie aux Cayes-Jacmel. Pour avoir amplement dépassé les études d'agronomie et aussi, en souvenir d'un des camarades précocement tombés sous les balles des assassins à Port-Au-Prince, l'institution est nommée : L'Ecole Moyenne Agro-écologique Jean Mary Romain (EMA-JMR). Elle est à sa 3e année, celle de la promotion sortante. Elle privilégie les étudiants détenteurs des 2 bacs, avec la possibilité de se faire spécialiser aux moyens des études avancées à l'Université du Roi Christoph au Cap-Haïtien, et les élèves de Rhéto, limités à des études techniques.

Toutefois, d'après l'agronome Anacassis, ce qu'il faut considérer dans le cadre de ces études techniques, c'est que, vu les besoins du pays en techniciens, la demande est très large, ce qui revient à expliquer que les techniciens agricoles seront les bienvenus sur le marché agricole haïtien.

Le cauchemar

Suite de la page (8)

D'après la coordonnatrice, on compte des voleurs parmi les envahisseurs. « Ces gens-là ont envahi les maisons et emporté la pompe [à eau]… [Cependant, ils n'ont pas pu] emporter le moteur puisque celui-ci est souterrain», ajoute-elle. Mais, sans la pompe, il est impossible de faire monter l'eau dans les réservoirs déposés sur le toit des maisons.

Les journalistes de AKJ ont constaté entre autres que de nombreux matériels et/ou objets dont des miroirs et des serrures ont été emportés, des portes endommagées. D'après le magistrat Charles de Cité Soleil, « mêmes des toilettes ont été emportées».

Il n'est donc pas étonnant qu'une tension latente existe entre les deux groupes. Les envahisseurs qui se disent fatigués de « vivre sous les tentes », racontent, qu'ils ne vont pas lâcher prise face aux menaces des autorités pour les déloger. Les envahisseurs ont confié à AKJ que des policiers ont tenté de les déguerpir de force à plus d'une reprise, mais ils sont retournés dans les maisons et y vivent encore. « J'ai deux fils qui sont morts lors du séisme du 12 janvier, je n'ai pas de maison où habiter. Le maire croit que nous ne sommes pas dignes d'habiter ces maisons », déclare Martine Janvier, une dame du troisième âge.

Au milieu d'une foule en liesse composée pour la plupart de femmes, une autre, Jésula Aristène, s'interroge, en brandissant une copie de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « L'Etat haïtien ne nous doit-il pas des logements sociaux ? »

Désaccord et désorganisation

Les 128 appartements parasismiques – de couleurs crème, rose et verte – sont restés pendant longtemps inhabités à cause des dissensions entre les gouvernements haïtien et vénézuélien, d'après plusieurs autorités interviewées par AKJ.

Les deux partis du partenariat – donataire et récipiendaire – n'ont pas pu se mettre d'accord sur les éventuels bénéficiaires du projet et le mode de gestion, soit le « qui » et le « comment ».

Plusieurs personnalités contactées par AKJ ont refusé de parler ouvertement et elles ignoraient toutes qui était le responsable du dossier au sein du gouvernement de René Préval (2005-2011). Cependant, elles ont unanimement raconté les mêmes histoires, faisant état de désaccord et de manque de coordination dans le projet.

Une personnalité qui travaillait dans le secteur du logement au sein de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) a souligné, dans une correspondance en septembre dernier, que : « le gouvernement vénézuélien et le gouvernement haïtien ne se sont pas mis d'accord sur la façon de choisir les bénéficiaires ».

D'après cette même source, le Venezuela voulait remettre les logements à des familles habitants dans le bidonville de Cité Soleil, une idée que le gouvernement haïtien ne partageait pas. « Le gouvernement haïtien argüait de l'inexistence de services publics et d'emploi, rendant la zone non appropriée aux gens pauvres» poursuit la même source.

Questionné autour de ces logements, un membre du gouvernement de Michel Martelly, sollicitant aussi l'anonymat, a dit : « Nous ignorons pourquoi l'administration antérieure ne les a pas mis à la disposition de la population. Nous voulons les intégrer dans les maisons qui seront disponibles dans le cadre du projet 16/6 ».



Un homme devant sa nouvelle maison. Photo: James Alexis

Le 16/6 est un projet visant à réhabiliter 16 quartiers de Port-au-Prince, et de faciliter le retour dans les quartiers d'origine de 5,000 familles actuellement vivant dans six camps. Le projet coûte 78 millions $US.

Selon le gouvernement de Martelly, le « Venezuela a réservé et livré 42 maisons à des bénéficiaires qu'il a lui-même identifiés. A part ces 42 familles, tous les autres occupants sont illégaux ».

Elonge Othélot, directeur général de l'Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux (EPPLS) – la seule agence publique chargée de construire et de gérer des logements – n'est pas en charge des maisons du Venezuela, et n'a pas été impliqué dans les discussions entre autorités haïtiennes et vénézuéliennes. Contacté par AKJ, il dit être au courant que « le projet est terminé », mais qu'il y a confusion. « Peut-être que les rôles de gestion à venir ne sont pas encore définis ?», s'interrogeait-il.

Othélot disait « avoir approché le 1er Secrétaire de l'Ambassade du Venezuela », avec lequel il avait abordé le sujet. « Mais, il ne nous a pas contacté pour s'assurer de sa gestion », a-t-il poursuivi. « C'est aux responsables Vénézuéliens de savoir comment ils vont le faire », a-t-il conclu.

Le magistrat Charles va beaucoup plus loin. Au cours d'entrevues avec AKJ, il n'y va pas par quatre chemins pour fustiger le comportement de la Représentation diplomatique Vénézuélienne en Haïti dans la gestion du dossier, qu'il qualifie de « désordre ».

Des responsables vénézuéliens ont refusé de parler sur le sujet, malgré plusieurs tentatives faites par les journalistes de AKJ.

Quel est l'avenir du projet et des envahisseurs?

Le membre du gouvernement Martelly dit que, pour le moment, « le projet est sous la gestion de la municipalité de Cité Soleil » mais il mentionne qu'ils sont au niveau « du processus d'établissement d'une plateforme de gestion qui aura à sa tête le [Colonel Jacques] Azémar », un ancien colonel de l'armée étasunienne d'origine haïtienne. « Nous sommes en discussion actuellement avec le bureau du maire et d'autres entités gouvernementales comme l'EPPLS afin de trouver une manière d'intégrer les différentes communautés » à Zoranje, ajoute la source.

Cependant, Gustave Benoît, un autre magistrat adjoint de Cité Soleil contacté par AKJ le 9 décembre, dit qu'il n'est pas au courant de l'implication du Col. Azémar. Au contraire, il dit que la mairie travaille de concert avec la Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes pour décider sur le statut des envahisseurs.

A proximité de ce projet prennent place d'autres installations. Il y a le Village de la Renaissance, une complexe d'appartements construit par le gouvernement de Jean-Bertrand Aristide, qui est autogéré selon des témoignages recueillis sur place; un 3ème projet de logements le « 400 nan 100 », prévoit l'installation de plus de 400 maisons construites avec le financement de la Banque Interaméricaine du Développement.

EPPLS est censé responsable de construire et de gérer les projets domiciliaires, mais après les 12 janvier, semble-t-il, elle est en dehors de la scène de la reconstruction. Elle n'est impliquée en aucun des grands projets de logements dans lesquels cette agence étatique – misérablement logée dans un petit bureau délabré – est impliquée.

« EPPLS dispose d'un budget insuffisant pour sa tâche» explique Othélot. Les carcasses rouillées de voitures et de camions dans le stationnement en témoignent. Pour cette raison – ou peut-être d'autres? – la plupart des projets qu'elle a entrepris dans le passé, dont le Village Renaissance, ont échappé à son contrôle. Les résidents paient rarement le loyer à l'État et dans plusieurs cas, l'EPPLS ne sait même pas qui occupe les logements.

Pour le moment, le projet de logements dons du Venezuela suit apparemment la même ligne.

La CELAC et l'avenir du sous- continent



C'est un événement sans précédent dans l'histoire du sous- continent, puisqu'il envisage la formation d'un bloc unitaire sans la présence des Etats- Unis et du Canada

Par Jacques Elie Leblanc

La presse mondiale et surtout celle de l'Amérique latine et des Caraïbes n'a pas manqué de signaler la récente réunion des présidents de l' Amérique latine et des Caraïbes qui a eu lieu le trois décembre 2011 à Caracas, capitale du Venezuela, sur l'invitation du Président Hugo Chavez Frias . C'est un événement sans précédent dans l'histoire du sous-continent, puisqu'il envisage la formation d'un bloc unitaire sans la présence des Etats- Unis et du Canada.

On sait les conditions déplorables faites à nos pays par une politique dont l'anarchie et l'imprévoyance perpétuaient l'incurie. On sait comment nos pays ont souffert dans leur chair et dans leur idéal devant les entraves sans nombre qui gênaient et qui gênent encore leur évolution et leur développement tant matériel que spirituel.

Pour cette raison, les présidents de ces pays qui ont à coeur de sauvegarder leur avenir se sentent solidaires parce que leurs intérêts ont été pris en compte à Caracas.

Et là au pays de Simon Bolivar, ils ont donné au monde une leçon de vouloir et de courage.

Pour l' historien impartial et scrupuleux des faits, n'y a t-il pas une profonde analogie entre les gestes des pères de nos patries respectives, Dessalines, Hidalgo, Miranda, Bolivar, pour ne citer que ceux-là, appelant leurs peuples à la lutte pour la liberté? Ou avons-nous tous été victimes de l'occupation impérialiste et sommes restés frères dans le malheur ? Nous fûmes victimes d'interminables guerres civiles du fait des rivalités impérialistes, des cléricalistes réactionnaires qui ne purent se consoler de la perte d'un fief si rémunérateur pour les héritiers "d'Isabelle La Catholique". Cette union nous rappelle le'" cri de Dolores" et traduit le ressentiment de nos peuples. Il suffit de lire ou de relire le livre **Cent ans de solitude** de Garcia Marquez pour comprendre l'origine de nos ressentiments.

Cette voie a été tracée par le commandant Fidel Castro Ruiz, le leader incontesté et incontestable des masses Cubaines, accompagné bien sûr de son frère Raoul , de Che, de Camillo Cinfuegos, de Juan Almeida, pour ne citer que ceux-là, et qui, le premier janvier 1959, au moment où l'on s'y attendait le moins, porta à la forteresse Impérialo- Capitaliste Yankee l'un des coups les plus formidables : la nationalisation de l' industrie sucrière, instituant une réforme agraire, qui a initié de ce fait la libération économique de Cuba trop longtemps exploité. Un sillon lumineux tracé dans l'azur continental et que ne manque pas de suivre peu à peu le reste du sous-continent. C'est ce geste initial drapé d'humanité qui nous a conduits à cette glorieuse journée du 3 décembre 2011. C'est ce geste aussi, qui explique et justifie comme l'a rapporté Jim Wyss du Miami Herald , « … quand était arrivé le moment de présenter le président cubain Raoul Castro, les participants debout comme un seul homme applaudissaient et en choeur criaient : Viva Fidel" (1) Rien ne peut plus arrêter la marche du temps. Les agences de nouvelles réactionnaires elles- mêmes confessent quotidiennement qu'un fort sentiment anti- américain refait surface dans tout le sous-continent.

Trente - trois présidents invités, trente- trois présidents présents. Le fait est significatif. Mais au lieu de parler de sentiment anti- américain, rectifions et précisions qu'il s'agit de l'hostilité contre l' impérialisme qui opprime le peuple américain lui- même et l'exploite , l'impérialisme dont la politique se poursuit au seul profit des classes dirigeantes et de la bourgeoisie monopoliste blanche.

L'on tente d'expliquer diversement le phénomène. En réalité, la cause initiale de notre hostilité c'est que, nous le comprenons, le principal obstacle à notre indépendance nationale, à notre développement économique, à notre industrialisation, à notre progrès social, au bien – être de nos femmes et de nos enfants, que le principal ennemi en un mot de notre démocratie demeure Wall Street. Selon Yves Lacoste, " les économies latino- américaines se sont développées au gré de circonstances plus au moins favorables et ont été dans l'impossibilité, par manque d'épargne, d'atteindre des niveaux per capita qui leur auraient permis de mettre en marche le processus d'autodéveloppement. A une époque où la technique est toute –puissante, où les sources d'énergies apparaissent illimitées, vouloir attendre que les économies latino-américaines se développent par le simple jeu des lois du marché, équivaut à nous condamner à la stagnation".

La plupart de nos pays ont déjà vu assez clair dans le jeu des impérialistes de Wall Street et ont déjà fait l'expérience de la diplomatie du dollar. Nous nous inscrivons en faux contre la vision des pays impérialistes concernant le conflit entre les pays riches et les pays pauvres qu'ils ont toujours présentés comme un conflit entre l'entreprise publique et l'entreprise privée, alors que la raison réelle du conflit d'après nous est le conflit entre les intérêts nationaux et les intérêts étrangers. Aujourd'hui nous avons compris le jeu et nous avons décidé d'agir ensemble. Nous venons d'esquisser le premier pas. La réaction de l'empire ne s'est pas fait attendre. On a déjà découvert l'existence d'un axe Téhéran- Havane- Caracas. Raison de plus pour accélérer la mise en place de cette nouvelle institution.

Note

(1)- Miami Herald du dimanche 4 décembre 2011 (Notre traduction)

Suite de la page (13) L'Afrique...

général/général, colonel/colonel, major/major et même capitaine/capitaine. L'AFRICOM espère établir ainsi des relations personnelles durables avec les armées africaines, quels que soient les régimes en place.

Au Sahel l'AFRICOM entretient des relations étroites avec pratiquement tous les États qui bordent le Sud du Sahara, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Océan indien, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Il s'agit de la Mauritanie, du Mali, du Tchad et du Niger, plus le Nigeria et le Sénégal. Au Nord, l'AFRICOM maintient les mêmes liens avec les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et jusqu'à cette année avec la Libye de Kadhafi.

C'est souvent l'AFRICOM qui est la véritable force derrière des interventions dites « africaines ». L'AMISOM, officiellement la prétendue « force de maintien de la paix » en Somalie, se compose en réalité de troupes ougandaises et burundaises, deux gouvernements fantoches au service des USA ; elles fonctionnent comme mercenaires de Washington et sont payées essentiellement par les Américains. 500 soldats venus de Djibouti doivent bientôt s'y joindre. Des années durant l'AMISOM a été la seule force qui a sauvé le régime fantoche de Mogadiscio de l'anéantissement par la résistance des Shabab. Aujourd'hui les combattants de l'Union africaine ont reçu des renforts et mènent, en commun avec les envahisseurs kenyans et éthiopiens, une offensive destinée à prendre en tenaille les Shabab et à les exterminer. La mort vient du ciel sous forme de drones états-uniens basés en Éthiopie et à Djibouti. Et donc une armée qui se dit le bras armé de l'Union africaine est un outil de guerre états-unien dans la Corne de l'Afrique - un conflit que les Etats-Unis ont allumé et qui est également soutenu par l'alliance régionale de coopération, l'IGAD.

L'invasion de l'Érythrée, adversaire de l'Éthiopie et l'un des rares pays à rester en-dehors de la nébuleuse de l'AFRICOM n'est plus qu'une question de temps. Sans nul doute ce sera l'œuvre des « forces armées africaines », soutenues par les USA et la France. L'Union africaine, mouillée jusqu'au cou, ne s'y opposera sûrement pas.

Dès que le dernier bastion loyal à Kadhafi est tombé, les interventions « humanitaires » d'Obama se sont profondément enfoncées en Afrique centrale ; 100 hommes des unités spéciales ont été envoyés en Ouganda en vue de missions en République démocratique du Congo, dans la nouvelle nation du Sud-Soudan et en République Centrafricaine, un poste avancé du néocolonialisme français, où les Américains avaient expédié le Président haïtien Jean Bertrand Aristide après son enlèvement en 2004. Il est vraisemblable que les « bérets verts » états-uniens viendront à bout des 2000 combattants (environ) de la Lord's Liberation Army - une force que les Ougandais auraient été à même d'anéantir à eux seuls, s'ils n'avaient été occupés à jouer les mercenaires des USA dans tout le continent. (Dans cette région, le second tueur loyal aux USA est le Rwanda, que l'ONU rend responsable de la mort de millions de Congolais).

L'agression contre la Libye était devenue inévitable dès lors que le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Gabon s'étaient déshonorés en approuvant la zone d'exclusion aérienne proposée par le Conseil de sécurité de l'ONU. L'onde de choc de l'offensive euro-américaine s'étend vers les Sud et embrasera bientôt le continent entier. La Corne de l'Afrique n'est déjà plus qu'un champ de bataille où règnent le feu et la famine, œuvre des Américains, mais avec le soutien total des Africains et de leurs institutions régionales. En Occident, l'ECOWAS sert de légitimation à la politique impériale, pendant qu'au Sahel les Africains se battent pour trouver des objectifs appropriés aux Américains. Tous les ans les Américains réunissent les militaires du continent pour leur apprendre le commandement et le contrôle de leurs troupes, ce qui rend leurs armées incapables de résister au véritable ennemi : les USA et l'OTAN.

Trompée par une classe politico-militaire désireuse de s'intégrer à tout prix dans le système impérial, l'Afrique est sans défense face à l'agression euro-américaine.

Seuls les bidonvilles et le bush peuvent détourner cette catastrophe. S'ils veulent résister aux Américains et aux Européens, les Africains doivent en premier lieu lutter contre leurs propres gouvernements.

NdlT: J'ai traduit ce texte car il me semble rectifier un peu la désinformation scandaleuse qui a cours dans les médias français. Cependant je doute que Kadhafi ait jamais joué un rôle positif et en ce qui concerne la Syrie. Je juge urgent d'attendre. En outre je considère que la France n'est autre chose que le jouet des USA dans cette affaire (et en train de perdre son statut de puissance coloniale, ce dont je me réjouirais si c'était au profit des Africains eux-mêmes et non du monde anglo-saxon.) Enfin je regrette que ce texte ignore totalement les intérêts impérialistes des nouveaux pays émergents, principalement l'Inde et la Chine, qui s'approprient notamment les riches terres agricoles africaines, dont ils ont - contrairement aux USA et à l'Europe, intéressés par les seules richesses du sous-sol ainsi que par une main-d'oeuvre sous-payée - un besoin urgent. Inde et Chine doivent en effet nourrir une population pléthorique sur des surfaces chaque jour réduites par l'industrialisation et le mode de vie occidental. L'article ne voit donc pas que le malheureux continent africain est un terrain de conquête où s'affronte le reste du monde. Ceci posé, Dumont avait raison quand il écrivait, voici déjà près de quarante ans: l'Afrique noire est mal partie.

Black Agenda Report
30 novembre 2011
Traduit par Michèle Mialane
Tlaxcala 16 décembre 2011

Suite de la page (13) Le message...

par des femmes. Parlez-en donc à ce Tantaoui de la junte qui gouverne l'Égypte – ou à ces parangons de démocratie de la maison des Saoud.

Cela prend du temps…Les Égyptiens ne savent peut-être pas que les Brésiliens ont dû attendre 21 ans pour se débarrasser d'une dictature militaire. À l'image de cette Dilma que l'on voit sur la photo des années 70 et qui ne se laissait pas abattre, des hommes et des femmes appartenant à la génération Google, du Caire à Manama et d'Alep à l'Est de l'Arabie Saoudite, sont en train de se battre pour plus de démocratie.

La liberté est ce qui reste quand on n'a plus rien à perdre – à part du temps, beaucoup de temps. Au Brésil, une vraie démocratie était en train de se développer quand en 1964, elle fut écrasée par un coup d'État militaire, dans la réalisation duquel Washington joua un rôle actif. Le coma dura deux longues décades.

C'est alors que, dans les années 1980, les militaires décidèrent de faire un petit pas, c'est à dire une transition à vitesse d'escargot, « lente, graduelle et en toute sécurité » (en toute sécurité pour eux-mêmes, bien entendu), en direction d'une ébauche de démocratie. Mais ce fut la rue – comme plus tard la place Tahrir – qui a finalement permis que les choses avancent.

Le renforcement des institutions démocratiques a pris encore une dizaine d'années – et passa par « l'impeachment », pour motif de corruption, d'un président élu. Il fallut encore attendre huit ans de plus pour qu'un président élu - le président Lula, dont la popularité était immense et qu'Obama a gratifié du titre de « ce type-là » - ouvre la voie à Dilma Rousseff.

Le chemin fut long pour qu'un des pays les plus inégalitaires du monde – gouverné pendant des siècles par une élite arrogante et corrompue, qui n'avait d'yeux que pour le riche Nord – en vienne à consacrer la lutte pour l'intégration sociale problématique essentielle de sa politique nationale.

Les progrès faits au Brésil ressemblent à ceux de plusieurs autres pays d'Amérique du Sud.

La semaine dernière, la nouvelle Communauté des États Latino-américains et des Caraïbes (connue sous son sigle CELAC en espagnol) s'est réunie à Caracas pour réaliser une petite victoire. Au départ, la CELAC n'est qu'une belle idée, en attendant qu'émerge – dans un nouveau « système-monde », comme dirait Immanuel Wallerstein – une nation américaine intégrée, basée sur la justice, le développement durable et l'égalité. Deux hommes ont été d'une importance essentielle dans ce processus : le président brésilien Lula et le président du Venezuela Hugo Chavez. Les vues de ces deux hommes convainquirent tous les autres, du président de l'Uruguay Pepe Mugica, ancien guérillero, au président chilien Sebastian Piñera, banquier de son état.

Ainsi, aujourd'hui, au cœur de la crise aux allures d'agonie qui consomme le Nord atlantiste, l'Amérique latine apparaît comme une véritable « troisième voie » (qui n'a rien à voir avec les idées de Tony Blair).

Tandis que l'Europe – où gouverne le Dieu Marché – élabore des moyens de paupériser toujours plus les peuples européens, l'Amérique latine accélère son élan vers une inclusion sociale toujours plus large.

Et tandis que, de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient, tout le monde en théorie rêve de démocratie, l'Amérique latine a des résultats concrets à présenter, fruits durement conquis de ces luttes démocratiques.

Ne perdez pas de vue l'objectif, n'attendez pas que votre salut tombe du ciel.

La CELAC est un pari considérable sur les possibilités du dialogue Sud-Sud. Elle sera dirigée, au cours de sa première année, par le Chili, Cuba et le Venezuela.

Pepe Mugica, président de l'Uruguay et ex-leader des guérilléros Tupamaros, a été très clair en affirmant à Caracas qu'il ne fallait pas croire que la réalisation du rêve d'intégration latino-américaine se ferait sans souffrance. D'innombrables batailles idéologiques devront encore être menées avant que ne prenne forme le premier projet politique et économique d'envergure.

La CELAC va dans le même sens que l'UNASUR – Union des nations sud-américaines - dominée par le Brésil. L'UNASUR elle aussi en est à ses débuts ; pour l'heure, elle s'apparente essentiellement à un forum.

Il existe aussi le MERCOSUR/MERCOSUL – marché commun du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Paraguay – auquel bientôt s'ajoutera le Venezuela. À Caracas, Dilma et Cristina en ont scellé la future intégration avec Chavez.

Le principal partenaire économique du Brésil est la Chine ; avant, c'étaient les USA. Bientôt, l'Argentine prendra la place des USA comme second partenaire commercial du Brésil. Au sein du MERCOSUL le commerce est en forte croissance – et celle-ci doit s'accélérer avec l'incorporation du Venezuela.

Certes, les obstacles ne manquent pas sur le chemin de l'intégration. Le Chili préfère les accords bilatéraux. Le Mexique regarde toujours de préférence vers le Nord – à cause de l' ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain). Et l'Amérique centrale est devenue une zone potentiellement soumise à l'impérialisme US, à cause de l' ALÉAC (Accord de libre-échange d'Amérique centrale).

Il n'en reste pas moins que l'UNASUR vient d'approuver un projet stratégique d'importance cruciale en termes géopolitiques : créer un réseau de 10 000 kilomètres de fibre optique, administré par des entreprises d'État locales, afin de s'affranchir de la dépendance vis-à-vis des USA.

Actuellement, 80% du trafic international de données en Amérique latine transite par câbles sous-marins jusqu'à Miami et la Californie – ce chiffre impressionnant représente deux fois le pourcentage de celles qui vont vers l'Asie, et quatre fois le pourcentage de celles qui vont vers l'Europe.

Mais le coût de l'accès à internet en Amérique latine est trois fois plus élevé qu'aux USA. Comment parler, dans ce contexte, de souveraineté et d'intégration ?

Actuellement Washington – qui exporte trois fois plus vers l'Amérique latine que vers la Chine - se concentre et va devoir continuer à se concentrer sur d'autres régions : l'Asie bien sûr, ce continent à qui le gouvernement Obama s'emploie à vendre son agenda du « siècle du Pacifique ».

À vrai dire, ni Washington – ni aucune des diverses droites latino-américaines - n'ont rien à proposer aux peuples d'Amérique latine, ni en termes politiques, ni en termes économiques. Aussi est-ce aux Latino-américains de perfectionner leurs démocraties, de faire avancer l'intégration régionale et de construire des modèles de démocratie sociale qui puissent constituer des alternatives au vieux néolibéralisme hardcore.

À la manière de l'Ange de l'histoire de Walter Benjamin, il est peut-être temps à présent pour les Latino-américains de se rappeler le passé, et de partager leur expérience avec leurs frères du Moyen-Orient, au sein du Sud global.

La route est longue, c'est incontestable. Elle commence par une jeune femme de 22 ans qui n'a pas baissé la tête face à la dictature et à ses dictateurs. C'est en outre un chemin qui va de l'avant, et ne fait jamais marche arrière.

Traduit par Gabrielle Yriarte
Edité par Fausto Giudice
Tlaxcala 9 décembre 2011

NDLR. * Pepe Escobar : journaliste basé à Sao Paulo, Brésil. Il écrit une rubrique intitulée «The Roving Eye» (L'oeil vagabond) pour Asia Times Online. Il est aussi analyste et correspondent de The Real News Network.

En Corée du Sud, la mort de Kim Jong-il inquiète les investisseurs

Séoul veut rassurer les marchés en prévenant toute instabilité politique créée par la disparition du «cher leader «de l'autre côté de la frontière.

Par Frédéric Ojardias

La Corée du Sud s'inquiète des conséquences politiques et économiques de la disparition du « Cher leader » nord-coréen. Une heure après l'annonce de la mort de Kim Jong-il, un communiqué de l'agence de presse nord-coréenne désignait lundi son successeur : c'est le plus jeune fils, Kim Jong-un, qui se retrouve à la tête d'un pays exsangue, isolé, étouffé par les sanctions internationales, frappé par les pénuries alimentaires chroniques, et mis au ban de la communauté internationale pour son programme nucléaire et ses tirs de missiles.

Or le jeune dauphin, éduqué dans une école internationale en Suisse, âgé de moins de trente ans, manque d'expérience. C'est en 2008, lors de sa première attaque cardiaque, que Kim Jong-il l'a désigné comme héritier, de la même façon que lui-même avait reçu le pouvoir des mains de son père, Kim Il-sung.

Mais la comparaison s'arrête là : si Kim Jong-il a bénéficié de longues années pour asseoir sa légitimité au sein de l'armée et du Parti des travailleurs nord-coréens, son jeune fils a reçu une formation accélérée : désigné en 2008, une promotion express en 2010 le voit devenir général quatre étoiles et vice-président de la commission militaire centrale. Il se trouve aujourd'hui dans le fauteuil de son père.

Nombreux à Séoul se demandent si Kim Jong-un pourra s'imposer auprès des apparatchiks du régime. C'est donc l'incertitude qui règne, et la possibilité d'une lutte pour la succession et les instabilités qui ne manqueraient pas de s'ensuivre inquiètent les marchés. Lundi à la clôture, la Bourse de Séoul dévissait de 3,43 %.

Les deux tirs de missiles nord-coréens en mer du Japon, quelques heures seulement après l'annonce officielle de la mort de Kim Jong-il, venaient renforcer ces inquiétudes. La manoeuvre avait très probablement pour objectif de rappeler aux pays voisins et à d'éventuels prétendants au trône que les rênes du pouvoir étaient toujours fermement tenus à Pyongyang.

L'armée en état d'alerte

La Corée du Sud a immédiatement mis son armée en état d'alerte, et



Kim Jong-un, le plus jeune fils qui succédera a son père

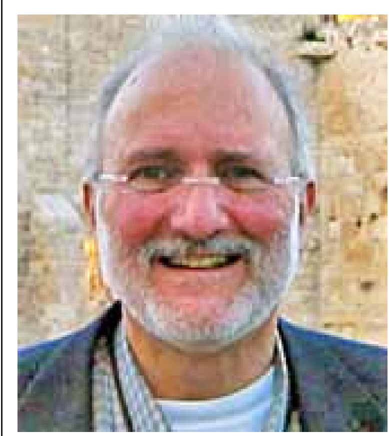
le président Lee Myung-bak a téléphoné à son homologue américain Barack Obama. « Il est très important de maintenir un contact étroit et de coordonner nos points de vue », a confirmé l'ambassadeur américain à Séoul. Quelque 28.500 soldats américains sont stationnés depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953) au sud de la frontière intercoréenne.

De leur côté, les autorités sud-coréennes ont multiplié les réunions d'urgence. Le ministère des Finances a mis sur pied une équipe opérationnelle nuit et jour, prête à répondre à tous les futurs développements en Corée du Nord susceptibles d'effrayer les investisseurs.« Nous ne sommes pas encore en situation de crise », a rassuré le ministre Bahk Jae-wan. « Il y a déjà eu des précédents de risques associés à la Corée du Nord, mais ils ont tous eu un impact limité », a-t-il rappelé. Désireux de ne pas attiser les tensions avec le Nord, Séoul a annoncé annuler son projet d'illuminer trois immenses sapins de Noël le long de la frontière avec le Nord ? le projet avait provoqué la fureur de Pyongyang la semaine dernière.

À Kaesong, dans la zone industrielle conjointe située en territoire nord-coréen, les 123 entreprises sud-coréennes ont assuré que les activités du complexe s'étaient déroulées comme d'habitude. Les 47.000 ouvriers nord-coréens employés quotidiennement par ces PME du Sud sont venus travailler comme d'habitude. Prévenus à midi de la mort de leur « cher leader », ils sont restés dans la zone. « En général, les incertitudes politiques affectent les entreprises installées à Kaesong, a déclaré un représentant de l'une d'entre elles à l'agence Yonhap. Nous nous inquiétons de l›impact à court terme. »

La Tribune 20 décembre 2011

A propos du cas d'Alan Gross Note de Presse de la Section des intérêts de Cuba



Alan Gross

Considérant l'attention croissante que soulève depuis quelque jours le cas d"Alan Gross, la Section des intérêts de Cuba à Washington a décidé de partager avec vous sa position sur le sujet.

Premièrement- Prétendre qu' Alan Gross a été emprisonné pour avoir essayé simplement de faciliter l'accès de l'internet à la communauté juive de Cuba ne tient pas debout pour la simple et bonne raison que ce système existait bien avant l'arrivée d' Alan Gross à Cuba

Deuxièmement- Arrêté en flagrant délit d' implémentation d'un programme clandestin financé par le gouvernement Américain dont l'objectif était le renversement de l'ordre constitutionnel cubain, Alan Gross a été jugé et a joui durant son procès de toutes les garanties légales. Durant sa visite à Cuba, Gross n'a jamais mentionné à ses contacts qu'il travaillait pour un programme subventionné par le gouvernement américain.

Troisièmement- Les activités clandestines menées par Alan Gross à Cuba constituent un acte criminel sanctionné par la majorité des pays du monde y compris les Etats- Unis.

Quatrièmement- Le gouvernement Cubain a communiqué au gouvernement des Etats- Unis qu'il est disposé à trouver une solution humanitaire réciproque concernant le cas d'Alan Gross.

Washington le 2 décembre 2011
Traduction Jacques Elie Leblanc

La fin tragique de Miss Venezuela

"Toujours ensemble... Je t'aime". C'est par ces mots que le mari d'Eva Ekvall, ancienne Miss Venezuela, a rendu hommage à sa femme sur Twitter.

Eva Ekvall est morte samedi à l'hôpital de Houston, au Texas, aux États-Unis. La jeune femme de 28 ans souffrait d'un cancer depuis plusieurs années. Depuis son élection en 2000, elle travaillait comme présentatrice pour une chaîne de télévision.

Elle a également consacré la fin de sa vie à sensibiliser la population sur l'importance de la prévention du cancer du sein. En février 2011, elle a publié un ouvrage, intitulé Fuera de Foco, (En dehors de mon foyer) dans lequel elle raconte son combat contre la maladie. L'ancienne troisième dauphine du concours de Miss Univers apparaît sous un tout autre jour. Plusieurs photos la montrent sur son lit d'hôpital, affaiblie par les séances de chimiothérapie.

"Les photos semblent choquantes parce que personne ne m'avait vue comme ça. Personne ne m'avait jamais vue chauve et sans maquillage", confiait la jeune femme, interviewée par El Nacional, en février dernier. "Je déteste voir des photos de moi sur lesquelles je suis moche. Mais vous savez quoi ? Personne n'a jamais dit que le cancer c'était beau et que je devrais ressembler à Miss Venezuela avec mon cancer", avait-elle ajouté.

A l'époque de la sortie de son livre, l'ancienne Miss espérait guérir de son cancer. Finalement, la maladie l'a emportée de manière foudroyante. Elle a été incinérée à Houston lundi et ses cendres doivent être ramenées au Venezuela.

L'annonce de sa mort a suscité de vives réactions sur sa page Facebook et sur Twitter. Des politiques et plusieurs artistes de renom lui ont rendu hommage sur le réseau social. "RIP Eva Ekvall... Miss Venezuela 2000", peut-on lire sur le compte Twitter de, Ximena Navarrete, Miss Mexique 2009. "Mes pensées se tournent vers la famille d'Eva Akvall ce soir, après avoir appris la mort de



Eva Ekvall, élue Miss Venezuela en 2000, est morte d'un cancer du sein à l'âge de 28 ans

l'ancienne Miss Venezuela. Partie trop tôt", réagit, Alyssa Campanella, la Miss Amérique 2011 sur le réseau social.

Europe1.fr 20 décembre 2011

Corée du Nord : Mort de Kim Jong-Il

Le président de la Corée du Nord, Kim Jong-Il, dont la santé était réputée chancelante depuis des années, est mort samedi. Son fils, Kim Jong-Un, a été désigné pour prendre sa succession, ont annoncé lundi les médias officiels du régime communiste.

Le dirigeant nord-coréen, âgé de 69 ou 70 ans, "a succombé à un grand épuisement mental et physique" le 17 décembre à 08H30 locales (le 16 décembre à 23H30 GMT), a annoncé l'Agence centrale de presse coréenne (KCNA).

Kim, dont la mobilité était réduite depuis un accident cérébral en 2008, est décédé d'un "infarctus du myocarde sévère et d'une crise



Kim Jong-Il

cardiaque" dans son train au cours d'un de ses traditionnels déplacements sur le terrain, a-t-elle ajouté, soulignant qu'une autopsie avait été réalisée dimanche.

Son fils, Kim Jong-Un, né en 1983 ou 1984, a été désigné pour prendre sa succession à la tête de l'unique dynastie communiste de l'Histoire, toujours selon l'agence officielle de Corée du Nord, qui a appelé les Nord-Coréens à le reconnaître désormais comme leur leader. « Tous les membres du parti, les militaires et le public devraient suivre fidèlement l›autorité du camarade Kim Jong-Un, protéger et renforcer le front uni du parti, de l›armée et du public », a-t-elle exhorté. Ses funérailles ont été fixées au 28 décembre à Pyongyang. Les autorités de l›Etat stalinien ont décrété un deuil du 17 au 29 décembre.

A Séoul, le gouvernement sud-coréen était placé en état d›alerte à l›annonce de la mort de Kim, les deux pays restant techniquement en état de conflit armé depuis l›armistice précaire signé à l›issue de la guerre de Corée (1950-53). Le Conseil de sécurité national sud-coréen devait se réunir en urgence lundi.

La Tribune 19 décembre 2011

Suite de la page (8)

magasin de Port-au-Prince. L'armée était donc partie prenante du banditisme. Quant à l'implication de cette institution dans le trafic de drogue, elle n'est un secret pour personne. L'on pense même que c'est l'argent de la drogue qui permit aux militaires de tenir trois ans, de 1991 à 1994.

Finalement, Titid, qui avait failli être assassiné lors du coup d'état et qui était en exil, put revenir au pays en octobre 1994. Mais il dut, pour ce faire, accepter une intervention militaire américaine et l'occupation du pays. Disons-le carrément, il n'avait pas le choix. C'était cela ou la continuation du massacre de notre peuple.

L'armée, par sa répression sanguinaire, était devenue l'institution suivant que : le premier ministre du Canada l'a traitée de *gang of thugs,* bande de gangsters) la plus impopulaire, la plus haïe, de la nation. Titid en profita pour l'abolir début 1995. Seule la bourgeoisie, tout aussi pourrie, pleura sur le sort des massacreurs.

Pourquoi donc rétablir l'armée ?

La seule force de sécurité du pays, pour le moment, est la Police Nationale. L'augmentation de l'insécurité, dont tout le monde se plaint, prouve que cette police est insuffisante. Mais pourquoi ne pas la renforcer, en augmenter les effectifs et l'équipement, au lieu de créer une nouvelle force de sécurité ? N'y a-t-il pas un danger évident de voir cette nouvelle armée retomber dans les errements et les crimes de l'ancienne puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets ? Le pourrissement de toutes nos institutions, dont l'ancienne armée, a pour cause fondamentale la déliquescence de l'économie haïtienne, et la décomposition sociale galopante qui s'ensuit. L'on ne saurait créer une armée « normale » dans une société en crise généralisée. De plus, elle coûterait très cher, alors que les ressources de notre gouvernement sont extrêmement limitées. D'autre part, aucun danger extérieur ne menace Haïti : la Dominicanie n'a ni le désir, ni les moyens de nous envahir, et nous sommes en pleine lune de miel avec Cuba. S'il s'agit de sécuriser la frontière, nous pouvons confier cela à une unité spécialisée de garde-frontière au sein de la police.

L'on ne voit pas très bien à quoi pourrait servir une nouvelle armée, sinon qu'à renforcer le pouvoir de ses créateurs. Michel Martelly chercherait-il à créer son propre instrument de pouvoir, ou plutôt l'instrument de son éventuelle dictature, comme Papa Doc l'avait fait en créant les macoutes ? La question est ouverte...

16 Décembre



Mildred Aristide et l'homme d'affaires, Joël Edouard Pasha Vorbes

Suite à la page (4)

16 décembre 2011 dont le thème central se lit ainsi : « Pwoblèm lan se esklizyon, solisyon an se enklizyon» en d'autres termes, le problème actuel c'est l'exclusion, la solution c'est l'inclusion. Ce slogan est une réponse à l'exclusion de Fanmi Lavalas de la course électorale en trois occasions (2006, 2009 et 2010).

Le coordonnateur de l'Ouest, Lesly Gustave a présenté les engagements de Fanmi Lavalas à court terme, en attendant le Congrès national de l'organisation : « Nous renouvelons notre engagement pour l'organisation des congrès départementaux qui déboucheront sur le congrès national. Fanmi Lavalas déclare qu'elle est prête quant à sa participation aux élections libres des collectivités territoriales et le renouvellement du Tiers (1/3) du Sénat. »

Durant tout le déroulement de ce rassemblement, la chanteuse Farah Juste était l'animatrice principale des troupes culturelles, artistiques ; quand des bandes de Rara animaient la foule. D'anciens et nouveaux responsables de l'Etat étaient présents dans la salle, on peut citer entre autres ; l'ex-premier ministre, Jacques E. Alexis, l'ex-ministre des Affaires Sociales, Gérald Germain ; le président du Sénat et de la Chambre des députés, respectivement Rodolphe Joazil et Sorel Jacinthe, les sénateurs, Francky Exius, Moïse Jean-Charles, le ministre des Affaires Sociales, François Richel Lafaille ; l'homme d'affaires, Joël Edouard Pasha Vorbes. Des représentants de la diaspora haïtienne et du corps diplomatique étaient également présents à ce grand rassemblement lavalassien. Ce rassemblement s'est déroulé pacifiquement, dans le calme et le respect mutuel sans aucun incident.

Suite de la page (8)

diplomatiques entre Cuba et quatre autres Etats indépendants de la Communauté des Caraïbes (Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinidad Tobago), le 8 décembre 1972. Les chefs d'Etat et de gouvernement de Cuba et de la CARICOM, réunis en leur premier Sommet à la Havane le 8 Décembre 2002, ont décidé de célébrer désormais le 8 Décembre la Journée de Cuba-CARICOM en vue de renforcer les liens de coopération et de solidarité entre les pays Caraïbéens. Cette décision historique a institutionnalisé des mécanismes de dialogue permanent au plus haut niveau de gouvernement entre Cuba et les pays de la CARICOM.

La délégation cubaine qui a pris part au 4e Sommet CARICOM-Cuba a été conduite par le président cubain, Raul Castro et composée du vice-président du Conseil des ministres, Ricardo Cabrisas ; du ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez et de celui du Commerce extérieur et des investissements étrangers, Rodrigo Malnierca Diaz.

En Haïti, à l'occasion du 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Cuba et les pays de la Caraïbe, l'ambassadeur de Cuba en Haïti, Ricardo Gonzales Nàpoles a organisé une rencontre en sa résidence à Pétion-ville avec des amis de Cuba, en présence des représentants de la CARICOM, dont Clifford Scavella, représentant de la CARICOM en Haïti et Joël Especa, représentant d'Haïti a la CARICOM.

Dans sa déclaration, l'ambassadeur a fait savoir que : « Ce dialogue s'est matérialisé par des projets et initiatives de coopération dans de nombreux domaines, tous avec des résultats précieux qui contribuent directement à accroître la qualité de vie des peuples des Caraïbes. Nous mettons comme exemple les 1583 coopérants cubains qui offrent leurs services dans les 15 pays de la CARICOM, dont 88,62% appartiennent au secteur de la santé. Nous ajoutons à ce chiffre les 3648 diplômés historiques des Caraïbes dans les universités cubaines, ainsi que les 2574 étudiants qui se forment actuellement dans les écoles à Cuba. Nous mentionnons également les cinq centres de soins oculaires gratuits et des ressources humaines : deux en Haïti, un à Sainte-Lucie, un en Guyana et un à la Jamaïque.

La présence de collaborateurs cubains en Haïti est l'une des meilleures preuves des avantages et de la portée de la coopération cubaine dans les Caraïbes. Dans le secteur de la santé, nous pouvons illustrer avec plus de 18 millions de consultations médicales offertes, 133 593 accouchements pris en charge et 311 008 vies sauvées en 13 ans de coopération médicale. Les autres domaines où des progrès ont été tout aussi remarquables sont l'éducation, lancée en Octobre 1999, permettant par la méthode « Oui je peux » l'alphabétisation de 8633 personnes en 2009. La pêche a également permis la production de 15,7 millions de larves de cyprinidés et 2,6 millions d'alevins pour la consommation humaine. Je vais également faire référence à la coopération dans le domaine du sport, par lequel ses coopérants ont permis d'obtenir 19 médailles d'or, 14 médailles d'argent et 13 médailles de bronze dans des compétitions régionales ainsi que 3 records nationaux, tout cela uniquement dans la spécialité d'athlétisme, l'une des quatre dans lesquelles ils travaillent.

Aujourd'hui a lieu la quatrième réunion Cuba-CARICOM, qui a son siège à Trinidad-Tobago. On est en train de passer en revue les importants progrès accomplis dans les relations de la région, en particulier dans la coopération sur l'éducation, la santé, l'énergie, l'agriculture et autres domaines. Il ne faut jamais oublier que pour des raisons géographiques, sociales, historiques, économiques et politiques, la région des Caraïbes fait face à de grands défis qui nécessitent une attention et une réponse conjointe, de concertation, de respect et de compréhension pour qu'elle devienne une zone permanente de progrès et de fraternité.

Rappelons que le président cubain Raúl Castro, lors de son intervention au Sommet de la CELAC, 2 et 3 décembre dernier, eut à déclarer : « L'évolution récente de l'économie de l'Amérique Latine et de la Caraïbe montre que malgré une profonde crise mondiale, les revenus des exportations, principalement de matières premières se sont accrus; que le poids de la dette extérieure, injuste et accablante, a diminué et que l'accumulation de réserves a augmenté. Ce scénario nous offre une chance, si nous agissons avec responsabilité et un véritable esprit de solidarité.

Et c'est avec cet esprit que nous devons aborder la situation d'Haïti, qui représente une mise à l'épreuve pour nous tous. L'Amérique Latine et la Caraïbe ont une responsabilité historique et éthique envers cette république sœur, la première à s'être libérée du joug colonial dans notre région, où a eu lieu, dirigée par des esclaves, la première révolution victorieuse dans l'histoire de l'humanité. Haïti a besoin d'aide et mérite que nous nous efforcions de contribuer davantage à sa reconstruction et à son développement, en nous en tenant strictement à la volonté de son gouvernement et aux besoins de son peuple.

En ce qui nous concerne, nous avons déclaré au Sommet de Cancun en février 2010, et nous le réaffirmons aujourd'hui : « la coopération cubaine et son modeste effort resteront en Haïti autant d'années que nécessaire, si le gouvernement de ce pays en dispose ainsi. Notre pays, soumis à un âpre blocus, ne compte aucune ressource excédentaire, je dirais plutôt qu'il manque de tout, mais il est disposé à partager sa pauvreté avec ceux qui ont moins encore, en premier lieu avec ceux qui aujourd'hui en ont le plus besoin dans notre continent »

Que va bénéficier Haïti de ce Sommet ? Selon les représentants du gouvernement, le président Martelly et le ministre des Affaires étrangères, Laurent Lamothe, la reconstruction d'Haïti et la question de l'investissement étaient au centre des débats et des rencontres bilatérales. Dès son retour à Port-au-Prince, le vendredi 9 décembre, le président Martelly a annoncé, en dressant un bilan positif de son voyage, que Cuba intervient en Haïti dans 9 domaines : l'éducation, l'agriculture la sante l'énergie et autres

Les dirigeants cubains manifestent toujours leur volonté de partager ceux qu'ils ont avec Haïti, en dépit d'un embargo injuste et injustifiable imposé à l'Ile sœur par les Etats-Unis depuis environ 50 ans. Le Chef de l›État, s'est dit très satisfait des diverses rencontres avec ses homologues de la Caraïbe et s›est réjoui de la résolution des pays membres de la CARICOM, qui se sont mis d›accord pour continuer à aider le peuple haïtien. A ce sujet, Cuba a clairement réaffirmé sa volonté de renforcer sa coopération avec Haïti. Les discussions ont porté sur plusieurs autres axes « tous ces pays s'entendent avec Cuba pour nous aider à reconstruire Haïti mais en suivant la direction, du gouvernement, de telle sorte qu›ils ne fassent pas des projets par-ci, par-là, et que nous puissions arriver à agir dans les domaines d›intervention où nous devons agir. Nous avons parlé de la reconstruction dans les domaines de l›éducation, de la santé, de l'environnement, de l›énergie, du tourisme et de l'agriculture… », a indiqué le président Martelly.

Martelly a annoncé également l'annulation de son voyage en Argentine pour une deuxième fois où il devait aller en compagnie du président Surinam assister à la cérémonie d'investiture de la présidente de ce pays, Christina Elisabeth Fernandez de Kirchner, réélue récemment à la tête de ce pays. Selon un communiqué du bureau de communication de la présidence, le voyage officiel de Martelly en France est annulé et reporté à une date ultérieure. Initialement, il devait se rendre en France du 12 au 15 décembre, sur l'initation du président français Nicolas Sarkozy, il devait être reçu à l'Elysée, visiter le Fort de Joux où Toussaint Louverture mourut le 7 avril 1803 après sa déportation d'Haïti.

Dans la perspective de la dynamique agressive des pays du Sud, ils ont manifestement rejeté la doctrine de James Monroe qui disait : « L'Amérique aux Américains. » et ont embrassé celle du général Simon Bolivar. « La Patrie c'est l'Amérique. » Il est temps également que les pays de l'Amérique du Sud, comme le Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, la Colombie, la Bolivie et autres ne se laissent pas servir comme un instrument de domination dans le sous-continent par les grandes puissances du nord pour maintenir une force d'occupation criminelle, la MINUSTAH, sur le pays le plus appauvri, Haïti ; occupation rejetée par la forte majorité de la population.

Haïti a besoin de coopération et de solidarités franches et sincères comme celles de Cuba et de Venezuela. Non et mille fois Non à une force d'occupation de déstabilisation, de domination et d'exploitation qui tue et qui viole.

Le Père Noël occupe Wall Street !

Par Nicolas Tavaglione*

«Devenir adulte, écrivait Hubert Reeves, c'est reconnaître, sans trop souffrir, que le 'Père Noël' n'existe pas». Je ne suis pas sûr que ce soit vrai. En ces temps de crise, par exemple, on entend très souvent parler de responsabilité sociale des entreprises. Et si j'en crois nombre de commentateurs, on pourrait sauver le monde en offrant une éthique à nos banquiers sans foi ni loi. Après tout, la crise des subprimes, qui a tout déclenché, est un produit du vice: on a trompé le chaland en lui vendant des fruits toxiques présentés comme des bonnes affaires. Alors, pour remédier à cela, il faut réintroduire de l'éthique dans le système. Comment? En écrivant des chartes, bien sûr, et pourquoi pas en programmant des cours de morale dans les MBA (1).

Platon soutenait que la vertu ne peut pas s'enseigner. Sans aller jusque là, on doit quand même se demander ce qu'on peut faire pour des jeunes gens de vingt ans et plus qui n'auraient pas déjà appris les rudiments de la morale. Après tout, la formation éthique commence dès l'enfance; et les Hautes



Autant croire au Père Noël à Wall Street. Pour lutter contre les abus de pouvoir, les mots ne suffisent pas: il faut du muscle

Ecoles de Commerce ne recrutent qu'après les études secondaires. On ne doit pas voler, on ne doit pas mentir, il n'est pas joli de jeter l'argent des autres dans les toilettes: ce n'est pas pour me vanter; mais personnellement, j'ai entendu ça quand je portais encore des culottes courtes – à la mai-



Puisqu'on ne gagne pas une lutte des classes avec des spectacles de marionnettes, il faudrait que les indignés montrent les dents

son, à l'école, à la télévision. Imaginez que ce dressage soit resté sans effet jusqu'à mes vingt ans. Croit-on vraiment que deux, quatre ou même six heures d'enseignement universitaire par semaine pourront avoir plus d'impact que les admonestations de mes parents, les punitions de ma maîtresse d'école ou les sanctions de mes camarades de préau? Bref. Si à vingt ans j'ignore qu'il est immoral de jouer au casino avec les économies d'autrui, mon cas est probablement désespéré. Les cours de morale en MBA?

Un emplâtre sur une jambe de bois

Alors écrivons des chartes éthiques! Un engagement solennel à se comporter décemment, dûment publié, ne peut avoir qu'un effet salutaire. «Cochon qui s'en dédit», dit la sagesse populaire. L'UBS, par exemple, l'affirme sans tortiller dans son code de déontologie: «Nous veillons à ce que la ligne de conduite choisie soit non seulement conforme aux lois, règles et réglementations, mais aussi cohérente avec les valeurs d'UBS: vérité, clarté et performance». Rassurés? Pas moi. Car je me souviens des Federalist Papers, bible de la révolution américaine et chef d'œuvre de la philosophie politique. James Madison y posait une question célèbre: peut-on «faire confiance aux barrières de parchemin pour nous protéger contre l'esprit invasif du pouvoir»?

Les barrières de parchemin, c'étaient les dispositions constitutionnelles abstraites privées de réalité institutionnelle. On peut toujours déclarer solennellement que le pouvoir exécutif n'envahira pas les plates-bandes du pouvoir judiciaire, soutenait Madison: si le pouvoir judiciaire n'a aucun moyen institutionnel concret de contre-attaquer, la déclaration solennelle ne saura seule freiner les abus du pouvoir exécutif. Dans une telle situation, il faut compter sur la vertu des puissants pour respecter les bornes. Et si les puissants manquent de vertu, c'est cuit. La vertu étant hasardeuse et inégalement distribuée, les barrières de parchemin font de nous les otages du hasard. Comme le disait le bon David Hume: «Il serait [...] bien fâcheux que les choses humaines aient si peu de consistance, et que leur sort dépendît uniquement du caractère et de l'humeur accidentelle de quelques particuliers».

Les chartes éthiques sont-elles autre chose que des barrières de parchemin? Si l'on ne peut compter que sur elles, notre sort dépend du caractère et de l'humeur accidentelle de quelques particuliers –banquiers, traders et experts des agences de notation. En finance comme en politique, voilà qui serait bien fâcheux. Car au pouvoir, il est vain d'opposer des belles paroles. Montesquieu le notait déjà dans L'esprit des lois: «Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir».

S'il s'agit d'atténuer le pouvoir de nuisance des crocodiles de la finance, partant, les cours de morale arrivent trop tard et les chartes éthiques ont des griffes de papier. Autant croire au Père Noël. Pour lutter contre les abus de pouvoir, les mots ne suffisent pas: il faut du muscle. Le muscle de la démocratie représentative? Plus grand monde n'y croit vraiment – d'autant plus, comme l'a montré le «Temps présent» sur le lobby des caisses-maladie, qu'il est aussi facile d'acheter quelqu'un au Parlement qu'à la rue de Berne. Le muscle de l'autoritarisme? Les amis de Marine Le Pen y croient peut-être, mais le remède ferait regretter la maladie. Alors quoi? Le muscle de la rue? Peut-être. Mais puisqu'on ne gagne pas une lutte des classes avec des spectacles de marionnettes, il faudrait que les indignés montrent les dents. Et j'aurais peur que le camping devienne obligatoire. Bref: les marchés sont contents, les marchés vous emmerdent, et joyeux Noël.

* Nicolas Tavaglione. Philosophe, auteur du *Dilemme du soldat. Guerre juste et prohibition du meurtre* et de *Gare au gorille. Plaidoyer pour l'Etat de droit*.

Note

[1] Le Master of business administration (MBA) est le diplôme international d'études supérieures du plus haut niveau dans le domaine de la conduite globale des affaires, ndlr.

Le Courrier 15 décembre 2011

Je me souviens de la lutte des classes

Par Patrick Rodel

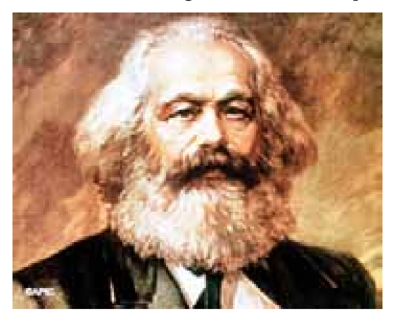
Je me souviens de la lutte des classes. Qu'il fallait se battre pour survivre, pour sauvegarder un peu de dignité, pour arracher quelques miettes au gâteau qu'ils voulaient garder pour eux, alors que nous avions sué sang et eau pour le faire. Ils disaient que nous prônions la lutte des classes, que c'était très mal de dresser les citoyens les uns contre les autres, que les riches ne pensaient qu'à augmenter la richesse de tous et qu'ils prêtaient même de l'argent aux pauvres pour qu'ils puissent, eux aussi, avoir tout le confort moderne, ils défendaient l'alliance du capital et du travail !!! Autant dire de la carpe et du lapin...

Je me souviens de la dénonciation des multinationales qui, par-dessus les frontières, réalisaient des bénéfices qui dépassaient parfois le PIB de certains pays, qui dictaient aux gouvernements des mesures qui leur étaient favorables, qui s'arrangeaient pour ne pas payer d'impôts. Ils disaient que nous nagions en plein fantasme : pourquoi ne pas dénoncer les 200 familles, tant que vous y êtes! Ringards, passéistes, inaptes à comprendre les lois élémentaires et naturelles de l'économie politique. Eux-mêmes donnaient beaucoup d'argent aux économistes pour qu'ils énoncent "scientifiquement" les dites lois.

Je me souviens des valets du capitalisme qui mettaient toute leur énergie et leur intelligence au service des capitalistes; lesquels les récompensaient généreusement en leur offrant des prébendes juteuses. Mais ils disaient que la pensée est libre et que c'est du totalitarisme que de dénoncer les théories brillantissimes des essayistes affairistes ; d'ailleurs, ce n'est pas de leur faute, disaient-ils, si les élèves les plus brillants sortent des lycées les plus huppés et entrent dans les plus grandes écoles, ils ne vont quand même pas mettre leurs enfants dans des quartiers suburbains.

Je me souviens de l›idéologie dominante qui empoisonnait les esprits dès leur plus jeune âge, grâce à la complicité des principaux medias et des organisateurs des jeux du cirque ou du stade ; mais c›est nous qu› ils traitaient d›idéologues et qu›ils accusaient de faire de la propagande quand nous distribuions quelques malheureux tracts ou que nous osions contester leur(bon) droit.

Je me souviens de la dictature du prolétariat - le mal absolu - même Marchais (mais qui s›en souvient ?) l›avait supprimée. Ils disaient que c›était la plus sanglante qui soit, ils tremblaient d›indignation à l›idée que



Karl Marx

des prolos puissent être aux postes de commande, ils se délectaient des crimes du stalinisme soviétique qui en donnait l›image la plus immonde - et en cela ils n›avaient pas tort mais s›exonéraient du même coup des crimes qu›ils accomplissaient au nom de la liberté.

Je me souviens du rêve révolutionnaire. Rêve révolu...

Je me souviens de Marx.

Avez-vous oublié, mes camarades, ces outils qui nous permettaient d›être en prise avec le réel et de mener des combats qui n›étaient pas tous inutiles ? Vous les avez laissé tomber et en même temps vous vous êtes faits à l›idée que les choses étaient ce qu›elles sont parce qu›elles ne peuvent pas être autrement. Des riches et des pauvres. Des riches toujours plus riches. Des pauvres toujours plus nombreux et toujours plus pauvres. Plus de classe ouvrière. Plus de syndicats ouvriers. Plus de parti ouvrier. Plus de projet commun, mais la défense obtuse de quelques avantages acquis.

Eux n›ont pas oublié, je vous l›assure. Ils n›ont pas oublié leur frousse à l›idée qu›ils pourraient tout perdre. Et tout ce qui leur avait été arraché, par de rudes combats, vous vous souvenez ? les congés payés ! la sécurité sociale ! La retraite par répartition ! etc. ils sont bien décidés à le casser définitivement, histoire de vous, de nous ôter une fois pour toutes l›envie de changer le monde. La lutte des classes, ils ne l›ont pas oubliée et entendent bien la mener jusqu›à son terme. Les multinationales, ils ne les ont pas oubliées mais simplement dissimulées derrière les oripeaux de la mondialisation. L›idéologie dominante, ils ne l›ont pas oubliée et ils ont su faire le nécessaire pour qu›elle domine encore plus tôt et encore plus les esprits. La dictature, ils ne l›ont pas oubliée non plus ; ils se sont seulement assurés qu›eux seuls et leurs maîtres seraient en mesure de l›exercer. La révolution, ils ne l›ont pas oubliée non plus et dès qu›en un pays elle pointe le bout de son nez, voyez leur visage devenir grave, entendez-les appeler au respect de ce qui est le socle même de leur pouvoir - l›argent, les ressources pétrolières etc.

Que faudra-t-il donc pour que vous retrouviez votre mémoire ? Pour que vous retrouviez votre fierté ?

Médiapart 7 Décembre 2011

Nwèl anba tant

Yon lòt sezon nwèl rive
Mwen toujou anba tant
Goudougoudou pase
Wa di li pap janm ale
Mwen santi l nan vant mwen
Lè gaz ap jwe lago
Lè kè m bat goudougoudou
Nan viv ak kè sote

Sezon nwèl la rive
Anba tant m ap dòmi
Mwen fè yon move rèv
Mwen tou pè rakonte
Mwen reve yon mizik goudougoudou
Pandan je m ap gade
Yon gwo kokennchenn krèch
Dekore ak kadav
Bout tèt, bout pye, bout bra
Pantan mwen kouri leve
Nan lari m ap gade
Tout moun ki anba tant
Te sanble kòtakòt
Wa di yo fè menm rèv
N ape gade pase
Yon tonton nwèl tèt kale
Abiye tout an wòz
L ap chante, l ap danse
Li di li fè vwayaj
Nan peyi etranje
Men li pa jwenn kado
Pou moun ki anba tant

Sezon nwè1 la rive
Goudougoudou pase
Li kraze, li brize, li touye
Men nou gade lespwa
Lespwa k ap ba n kouraj
Pou nou lite san rete
Pou yon lavi miyò
Yon bon jou na kontre
Andan gwo kay lanmou
Anba kay nèf jistis
Anba bèl kay lapè
Kote na va sanble
Sa ki anndan, sa ki deyò
Pou nou chante ansanm
VIV NWÈL PÈP AYISYEN !!!
VIV NWÈL PÈP AYISYEN !!!
VIV NWÈL PÈP AYISYEN !!!

Tony Leroy